

SOMMAIRE :

FRANCE :

- La gauche a fait comme la droite.....p.2
- Le PCF, affaibli, toujours un ennemi.....p.3
- Terrorisme-antiterrorismep.3
- LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE :
- L'unification des luttes.....p.4
- Luttes en Grande-Bretagne, en Belgique,
en scandinavie.....p.5
- POLEMIQUE AVEC LE FOR.....p.6
- LES GAUCHISTES RABATTEURS DE LA
GAUCHE.....p.8

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International

FACE AU NOUVEAU PLAN D'AUSTERITE

RIPOSTER ENSEMBLE!

■ Ouvriers, camarades !

Finis les discours électoraux ! Le nouveau gouvernement est passé à son tour aux actes, contre la classe ouvrière ! Hier, avec les Delors et Fabius il fallait "se sacrifier momentanément" au nom de la "modernisation", aujourd'hui il faudrait aussi se sacrifier "provisoirement" avec Chirac pour que triomphe le "libéralisme".

En vérité, la bourgeoisie franchit un pas de plus dans l'austérité :

- au nom de la "solidarité", l'Etat, premier employeur de France- BLOQUE les salaires des employés

de la fonction publique ;

- au nom de la "vérité des prix" et du "réalisme" de la rentabilité capitaliste, le gouvernement se fixe d'appauvrir encore plus les conditions de vie du prolétariat, par l'augmentation des prix des loyers, de l'essence, du tabac, des transports en commun, par la diminution des prestations sociales et des allocations aux chômeurs ;

- au nom de la "lutte contre le chômage", le gouvernement institutionnalise la PRECARITE DES EMPLOIS (TUC, emplois-formation...) et leur octroie des rémunérations dérisoires qui du même coup font pres-

sion sur l'ensemble des salaires ;

- au nom de la lutte contre la "frontière" du chômage, le gouvernement a annoncé la suppression de 8000 postes à la SNCF, il s'apprête à licencier des dizaines de milliers d'entre nous dans la fonction publique, dans le secteur bancaire, dans l'automobile (Renault et Peugeot), dans la sidérurgie (Nord et Lorraine), dans les mines, dans le téléphone (CGCT, Thomson-Alcatel), dans le textile et le bâtiment.

Au même moment, on veut nous faire croire que les baisses du dollar et du pétrole pourraient améliorer la situation. Ces baisses sont au contraire le signe de l'approfondissement inexorable de la crise du capitalisme et l'annonce d'une aggravation profonde de la guerre économique entre "nations", dont la classe ouvrière en Europe va subir de plein fouet les conséquences.

C'est face à cette accélération que le gouvernement en France, à l'instar des autres pays européens, renforce aussi ses campagnes d'intimidation et ses forces de répression :

- au nom de la lutte contre le terrorisme, il en profite pour renforcer ses effectifs de police contre les grèves et les manifestations ouvrières ;
- au nom de la lutte contre l'"insécurité", il établit une carte d'identité spéciale permettant le fichage des ouvriers français et immigrés, il développe l'illôtage des quartiers ouvriers et prolonge la garde à vue à 4 jours.

VOILA A QUOI SE RESUME LE PLAN DU GOUVERNEMENT CHIRAC :

- o DAVANTAGE D'AUSTERITE ET DE CHOMAGE
- o TOUTOURS PLUS DE REPRESSION
- o POURSUITE ET AGGRAVATION DE LA POLITIQUE ANTI-OUVRIERE MENEES PAR LA GAUCHE AU POUVOIR.

Face à cette attaque, pouvons-nous rester immobiles ?

NON, il n'y a pas d'autre solution que de riposter sur le terrain de la lutte de classe ! Sur ce terrain les problèmes sont les mêmes dans tous les pays. Partout en Europe, c'est contre ce même type d'attaques contre les conditions de vie ouvrière que, depuis des mois et des mois, des grèves et des manifestations de rues se déroulent en Belgique, en Hollande, en Angleterre, en Espagne, de même que des luttes sans précédent ont lieu dans les pays d'Europe du Nord (Norvège, Suède, Finlande), événements que tous les médias s'efforcent de taire ou de minimiser.

C'est encore contre ces mêmes attaques que les chômeurs tendent à s'organiser dans plusieurs pays et à se joindre aux luttes et manifestations des travailleurs actifs.

Camarades,

C'est par la même lutte de classe que vous avez déjà répondu hier, que ce soit face aux licenciements à TALBOT, à CITROEN, à RENAULT, dans la sidérurgie, les chantiers navals, et plus récemment face aux mesures de rétorsion à la SNCF et à la RATP.

(suite p.2)

MISERE, GUERRE OU LUTTE DE CLASSE ET REVOLUTION

■ L'histoire du monde s'accélère. Les enjeux décisifs de toute la vie de la société se précisent chaque jour un peu plus. Le développement actuel des luttes ouvrières ne fait que souligner en positif de façon croissante la situation catastrophique dans laquelle le capitalisme plonge cette société.

D'un côté, la crise de l'économie bourgeoise ne cesse de s'aggraver, et lorsqu'elle connaît un répit passager - que les adorateurs du capital baptisent "reprise" - c'est pour ensuite plonger le système dans des convulsions encore plus catastrophiques que les précédentes. Nous en sommes là aujourd'hui : la récession qui s'annonce est en train de calmer les discours bourgeois sur la "reprise" ; elle va laisser loin derrière elle la récession de 81-82 pourtant la plus grave depuis 1929.

D'un autre côté, et c'est la conséquence directe de l'impasse économique dans laquelle se trouve le capitalisme, ce système fait chaque jour plus la preuve qu'il est synonyme de barbarie guerrière. Les embrassades genévoises de Reagan et Gorbatchev sont maintenant bien oubliées, les discours de guerre ont de nouveau pris le pas sur les discours de paix. Et pour faire bon poids, la première puissance mondiale nous offre une démonstration de force à près de 10 000 km de son territoire contre celui qu'elle a pris soin au préalable de décrire comme un épouvantail : ce Kadhafi, qui sans être pourtant un allié de l'URSS, faisait semblant de ne pas comprendre que la Méditerranée est un "mare nostrum" américain (voir article p.7). Les dizaines de tonnes de bombes sur Tripoli et Benghazi ne sont qu'un minuscule avant-goût de ce que le capitalisme de l'Est et de l'Ouest est prêt à déclencher si on lui laisse les mains libres ; face à son effondrement économique, ce système ne connaît qu'une seule réponse : la fuite en avant dans les conflits impérialistes, avec, au bout, la guerre généralisée, la destruction de l'humanité.

Mais justement le capitalisme n'a pas les mains libres aujourd'hui. Il ne peut entreprendre l'holocauste préparé par les Etats-majors militaires que s'il a obtenu au préalable l'adhésion des populations de ses principaux pays à sa "solution" guerrière, et plus précisément s'il a réussi à soumettre la classe ouvrière de ces pays aux impératifs de "l'intérêt national". Le développement actuel des luttes ouvrières en Espagne, en Grande-Bretagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Norvège, les tendances et tentatives vers leur unification (voir articles pages 4 et 5) font la preuve que les discours bourgeois de 85 sur la "passivité" de la classe ouvrière ne traduisent que les désirs des ex-

ploiteurs, et nullement la réalité sociale.

Cette réalité, la classe dominante en est clairement consciente lorsque, au nom de la lutte contre le terrorisme, elle déploie dans chaque pays - et notamment en France - ainsi qu'à l'échelle européenne (ici pas besoin de "marathon des douze" pour tomber d'accord) un dispositif policier sans précédent destiné à réprimer non le terrorisme, qui sur les Etats n'est pas plus dangereux que des piqûres de moustiques (et que ces mêmes Etats suscitent et organisent, quand nécessaire, comme les autorités allemandes viennent d'ailleurs de le confirmer concernant un attentat commis en 78 et organisé par sa police) mais bien les surgissements de la seule force qui puisse réellement menacer le capitalisme : le prolétariat. Si celui-ci est pour le moment moins conscient que son ennemi de classe de l'importance considérable des combats présents, c'est que cet ennemi a depuis des années mis en place tout un arsenal idéologique avec ses médias et ses partis politiques, avec un partage des tâches entre ces derniers : une droite qui "cogne" et une gauche (partis et syndicats) qui sabote les luttes, afin de saper la confiance en soi de la seule classe qui puisse libérer l'humanité des crises, des guerres, de la misère et de l'exploitation.

Le développement des luttes ouvrières, l'énorme potentiel de combativité qui ne cesse de s'accroître au sein de la classe, constitue bien l'axe déterminant de toute la situation mondiale. S'il est un terrain sur lequel l'accélération de l'histoire provoquée par la crise capitaliste se manifeste déjà et se manifestera de plus en plus, c'est bien celui-là. Les campagnes triomphalistes de la bourgeoisie sur la prétendue "fin de la lutte de classe" n'ont d'autre objet que de travestir cette vérité.

Mais avec la nouvelle plongée qui s'annonce du capitalisme dans la catastrophe, avec la poursuite et le développement des combats déjà engagés, les véritables enjeux de la période actuelle apparaîtront de plus en plus clairement aux yeux de tous les ouvriers : c'est en ripostant avec détermination aux attaques économiques incessantes et de plus en plus brutales de la bourgeoisie, c'est en étendant et en unifiant toujours plus leurs luttes, c'est en jouant les pièges multiples que les partis de gauche et les syndicats leur tendent en permanence, qu'ils pourront non seulement atténuer la violence de ces attaques, empêcher le capitaliste de déclencher la guerre généralisée, mais aussi préparer le renversement de ce système barbare, le capitalisme, avant qu'il ne détruise l'humanité.

F.M.

BOMBARDEMENT U.S. EN LIBYE

LES LUTTES OUVRIERES,
SEUL FREIN A LA GUERRE ➡ P. 7

PLAN D'AUSTERITE

LA GAUCHE DENONCE CE QU'ELLE A FAIT HIER

■ Mercredi 9 avril, le nouveau gouvernement de droite exposait à l'Assemblée nationale par la voix de Chirac son "programme de relèvement de la France". Dévaluation du franc, dénationalisations, nouvelles mesures de restrictions, renforcement des contrôles de police en sont les grandes lignes.

A son annonce, toute la gauche s'est indignée : le PS déclare : " C'est un retour au Second Empire! (Poperen) ; "C'est un changement de cap à 180°!" (Bérégovoy); Le PC constate que "Monsieur Chirac vient de développer une politique de soutien cynique à tous les profiteurs... et d'agressions brutales au monde du travail." (Fitterman).

Pourtant il n'y a rien de nouveau dans la nature anti-ouvrière de ce dernier plan d'austérité, plus draconien que le précédent, mais qui le continue. Qu'a donc fait toute la gauche, PS, PC avec le soutien actif des syndicats de 81 à 84? Quelle différence y a-t-il pour la classe ouvrière entre les plans Mauroy en 81, les plans Delors en 82 et 83, la politique de Fabius en 84 et 85, et l'actuel programme de Chirac? Pour la classe ouvrière, chaque plan est toujours plus dur que le précédent. Le plan Chirac si dénoncé par la gauche n'est que la poursuite de sa propre politique, avec des mesures de restrictions aggravées par la plongée dans la crise économique. Chirac, aujourd'hui, ne fait qu'appliquer toutes les mesures préparées avant les élections par le PS ; il ne fait que continuer à prendre les mesures commencées par le gouvernement PC-PS de 81 à 84.

Et quand la CGT affirme "qu'une fois de plus, ce sont les salariés qui supporteront le poids d'une politique toute entière tournée vers la recherche du profit", elle sait de quoi elle parle, car c'est cette politique qu'elle a soutenu quand toute la gauche était au gouvernement. Et son changement de langage dès le retour du PC dans l'opposition, les lamentations de la gauche dans son ensemble sur le sort des ouvriers, ne doivent en aucun cas nous faire oublier la gestion parfaitement capitaliste qu'ils ont eue ensemble 3 ans durant, et le PS encore deux années ensuite.

La gauche dénonce la dévaluation mais en a fait 3 !

Ainsi, quand Chirac prend la décision de dévaluer le franc de 6%, on trouve PS, PC et CGT d'accord contre cette mesure.

Le PS dit : "La dévaluation est inopportune, dangereuse et inquiétante" (Jospin) ; Le PC, pour ajouter encore aux mensonges par omission de sa propre participation dit que la dévaluation "est à la fois la conséquence et le constat de l'affaiblissement du pays sous le gouvernement socialiste et de la volonté du gouvernement Chirac de poursuivre et d'aggraver la politique d'austérité" (Lajoinie) ; La CGT condamne "cette décision nocive socialement et économiquement".

Pourtant, faut-il le rappeler, il y a eu 3 dévaluations consécutives sous le gouvernement PS-PC, que la CGT n'a pas dénoncées : la première en 81, de 3%, la deuxième en 82 de 5,75%, la troisième en 83 de 2,5%. Etaient-elles plus ou moins "nocives", dangereuses, "inquiétantes", "anti-sociales"? La gauche voudrait faire oublier que c'est le même souci de défendre et gérer le capital national qui a

présidé à l'accomplissement de ses tâches de gérant de l'économie capitaliste. Tous ces cris sur la dévaluation lui servent à mener grand bruit contre la droite pour essayer d'apparaître différente.

La gauche dénonce les mesures d'austérité et de chômage, mais elle les appliquait hier !

Ainsi, quand Chirac annonce les mesures d'accompagnement à cette dévaluation, la gauche se retrouve d'accord contre ces mesures. Mesures de "sévérité pour les salariés" (Jospin) mesures qui conduisent "à un nouvel accroissement de richesses pour une infime fraction de la population, au prix, pour la majorité des travailleurs, de l'aggravation des difficultés de l'austérité, du chômage." (Lajoinie).

Pourtant, les plans Mauroy ou Delors ne sont pas des exemples d'un "accroissement des richesses... pour la majorité des travailleurs!"

Le gel des salaires des fonctionnaires aujourd'hui décidé par Chirac a déjà été appliqué en 82 lors du plan Delors (alors que Le Pors était ministre PC de la fonction publique) et poursuivi ensuite par la non-indexation des salaires par rapport à l'inflation.

L'augmentation des prix (transports, Postes...) aujourd'hui décidée par Chirac ne fait que continuer celles décidées en 81 (augmentation des loyers : +30 à 110% ; gaz : + 20% ; EDF : +15%, etc) ou en 82 (SNCF : +18% ; GDF : +29,7% ; EDF : + 15,2% ; transports urbains : +14,9% ; tabac : + 15,2%). Sans compter le plan de 83, tous décidés en plein accord par le PC et le PS, avec le soutien des syndicats.

Ces mesures étaient-elles plus ou moins "sévéres", "anti-ouvrières" que celles prises par Chirac aujourd'hui? Sur cette question, le PC et la CGT ouvrent grand la bouche dès leur retour dans l'opposition, mais la ferment hermétiquement avec le PS quand il s'agit de rappeler qu'en 83, au moment du deuxième plan Delors, Mauroy disait : "Les français consomment trop", Mitterrand que :

"Il faut redoubler d'énergie et de ténacité pour le redressement national" et que Krasucki affirmait que "la rigueur a pour nous un autre sens. La notion d'effort ne nous rebute pas. Les travailleurs y sont aptes".

La gauche ose dénoncer les licenciements actuels !

Ainsi quand Chirac veut supprimer l'autorisation administrative de licenciement, le PS, la CFDT, le PC et la CGT s'indignent, comme si eux s'étaient privés de licencier massivement, avec ou sans autorisation administrative! Pour les ouvriers, le résultat est le même, au bout du compte, ils sont licenciés.

Ainsi quand la droite annonce de nouveaux licenciements à Renault ou à la SNCF, toute la gauche, et surtout les syndicats directement face à la classe ouvrière dans les usines, s'indigne encore.

Mais du cri on passe au chuchotement quand il s'agit des milliers de licenciements qui ont été pratiqués sous le gouvernement commun PC-PS avec l'aval des syndicats (sidérurgie, chantiers navals, charbonnages, automobile) faisant passer le nombre de chômeurs de 1,5 à 2,4 millions -officiellement- fin 84

Et on fait le silence complet quand il s'agit de rappeler que la planification des licenciements actuels a été décidée dès la fin de 85, bien avant les élections.

La droite ne fait qu'appliquer les décisions du PS quand il avait le gouvernement, elle ne fait que continuer ce que la gauche a fait quand elle avait le pouvoir.

Ils ne rappellent pas aux ouvriers leurs appels à accepter l'austérité, les licenciements, les sacrifices sous prétexte du "mauvais héritage de la droite" qui ressemblent aux appels de la droite aujourd'hui prétextant "5 ans de gestion catastrophique de la gauche".

Un faux débat : nationalisation ou privatisation

Chirac annonce la privatisation d'un grand nombre d'entreprises nationalisées tant sous la gauche depuis 1981 que sous De Gaulle en 1946.

Le PS accepte de privatiser les entreprises nationalisées par la gauche, mais Mitterrand refuse de signer l'accord de privatisation de celles qui ont été nationalisées par De Gaulle. Le PC défend non seulement celles de 46 : "Les entreprises nationalisées en 46 passent à la guillotine : bonsoir De Gaulle!" mais se réclame aussi des nationalisations de 81 : "Ainsi c'est tout ce qui a pu être acquis en matière de nationalisation depuis 81 qui serait liquidé! Vous (la droite) n'avez pas le droit ni politique ni moral de vendre le patrimoine de la France" (Lajoinie).

De quel "patrimoine" peut se revendiquer la classe ouvrière? Certainement pas de celui dont parle le PC. Qu'ont apporté les nationalisations à la classe ouvrière? La sidérurgie en est un exemple probant : avant 81, Sacilor-Usinor connaît des licenciements massifs. Nationalisée en 81, elle connaît... des licenciements massifs. Et si elle est privatisée en 86, elle connaîtra à nouveau 12000 suppressions d'emplois. Le seul patrimoine de la classe ouvrière est son expérience de lutte, c'est son histoire dont elle doit se servir pour amplifier son combat.

La gauche continue à démontrer sa nature anti-ouvrière en passant sous silence le renforcement actuel des forces de police au nom de "l'anti-terrorisme", dirigé en fait contre une lutte de classe qui risque fort d'exploser au grand jour. Il faut dire qu'elle a efficacement contribué à ce renforcement pendant 5 ans.

Ses silences et ses indignations font partie d'un partage des tâches entre droite et gauche, unies contre la classe ouvrière. La classe ouvrière ne doit pas oublier que la gauche, partis et syndicats, est son ennemie quel que soit son changement de langage quand elle retourne dans l'opposition. C'est là qu'elle est la plus dangereuse pour la classe ouvrière, car c'est là qu'elle a le plus de possibilités d'étouffer la colère ouvrière, de la démobiliser en la divisant sur de faux problèmes, en montant en épingle les divergences entre ses partis, ses syndicats, comme nous l'ont montré en 85 le PC et la CGT.

Et c'est avec la claire conviction qu'elle ne doit compter que sur elle-même que la classe ouvrière doit se défendre pied à pied contre les mesures qu'on lui impose, sans se laisser détourner de ses propres intérêts, sans se laisser berner par les discours mensongers des partis de gauche et des syndicats.

C.I.

RIPOSTER ENSEMBLE !

(suite de la p.1)

Contre la dispersion: la nécessité de l'unité dans la lutte!

Si c'est secteur par secteur, usine par usine que la bourgeoisie s'est efforcée de mener son attaque, favorisant ainsi l'isolement de chacune de vos luttes, il est clair aujourd'hui qu'elle sera de plus en plus contrainte d'attaquer toujours plus massivement et frontalement TOUS LES SECTEURS. C'est un fait qui pose de façon encore plus cruciale la nécessité de NE PAS RESTER ISOLE et de combattre toutes les divisions par-delà les corporations et la division actifs/chômeurs, seule façon d'opposer notre unité et un rapport de force face à une bourgeoisie unie. Seule la recherche de l'unité dans le développement de nos luttes peut permettre d'alerter et stopper momentanément l'attaque capitaliste!

Tous ceux qui nous chantent qu'il s'agit "d'ouvrir des négociations", de discuter de façon "réaliste" dans les salons ministériels, ne cherchent qu'à nous endormir.

Tous ceux (CGT, CFDT, FO, CSI) qui cherchent à nous enfermer dans l'entreprise ou la corporation, ne visent qu'à désarmer notre lutte et à nous disperser. RAPPELEZ-VOUS comment les syndicats CGT et CFDT se sont partagés le travail à TALBOT-Poissy pour finalement faire accepter les licenciements et faire quitter l'usine aux ouvriers, entre deux cordons de CRS ; tout comme à CITROEN-Aulnay !

Plus d'illusions camarades ! Notre combat passe aujourd'hui plus encore par des ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ouvertes à tous, par la mise en avant de revendications le plus unitaires possible, par des MANIFESTATIONS DE RUE MASSIVES regroupant chômeurs et ouvriers français et immigrés !

Les enjeux de la lutte sont encore plus importants aujourd'hui !

Le "réalisme" capitaliste : c'est la famine dans le monde entier, ce sont des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires, ce sont aussi les guerres en Afghanistan, en Irak-Iran, c'est l'intensification des tensions inter-impérialistes en Méditerranée.

C'est pour préserver ce même "réalisme capitaliste" que toutes les forces de la bourgeoisie, de droite ou de gauche, du gouvernement ou de l'opposition, appellent les ouvriers à se sacrifier pour l'"économie nationale" mal en point. C'est vrai que l'économie française est malade, tout comme celle des autres pays d'Europe et du monde. Cette maladie porte un nom : c'est la crise irréversible du système capitaliste mondial. Tout ce qui prolonge la survie de ce système ne fait que plonger encore plus dans la misère les masses ouvrières !

A la misère sans fin de cette société capitaliste, la classe ouvrière peut et doit opposer sa seule solution : la fin de la misère, la fin du système capitaliste à l'est et à l'ouest !

Aux appels cyniques à se sacrifier au nom de la "paix sociale" et pour la "patrie" en difficulté, le prolétariat doit répondre de plus en plus par une lutte de classe décidée, généralisée, de plus en plus unifiée, POUR LA DÉFENSE DE SES INTÉRÊTS IMMÉDIATS ET HISTORIQUES qui sont les intérêts de l'humanité tout entière !

Plus que jamais reste valable l'annonce de la MANIFESTE COMMUNISTE de 1848 : "LES PROLÉTAIRES N'ONT RIEN À PERDRE QUE LEURS CHAINES, ILS ONT UN MONDE À GAGNER !"

CONTRE LE MONDE DE BARBARIE : LUTTE UNIE DES MASSES OUVRIÈRES !

Courant Communiste International (25 avril 1986)
tract diffusé en France

Appel aux lecteurs

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques; c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

Lisez la revue internationale

REVUE INTERNATIONALE N°45

- LES LUTTES OUVRIÈRES EN 1985
- OU EN EST LA CRISE ÉCONOMIQUE : LA RECESSION À L'HORIZON.
- LE MILIEU PROLÉTAIRE EN INDE.
- LA GAUCHE HOLLANDAISE (1900-1920)
- LA FRACTION EXTERNE DU C.C.I. (polémique).

"CRISE" DU P.C.F.**MEME AFFAIBLI, LE P.C.F. RESTE L'ENNEMI PRINCIPAL DE LA CLASSE OUVRIERE**

■ Depuis le 16 mars dernier, médias et partis bourgeois déversent à longueur de discours une propagande d'ampleur autour de ce qu'ils présentent comme "le début de la fin" du PCF. Les 9% au niveau électoral viennent appuyer cette propagande : le PC "s'effondre", "il se retrouve relégué au rang d'extrême gauche" ("Libération"). Et pour compléter le tableau de cette "agonie" voilà que surgit au sein de l'appareil une tendance "rénovatrice" sur laquelle on dirige les projecteurs : les listes "impressionnantes" de dissidents par rapport à l'orientation du 25ème congrès sont publiées, contestées, disséquées, mises en exergue.

REALITE DE LA CRISE DU P.C.F.

Que du point de vue strictement électoral, le PC ait subi une érosion croissante de son pourcentage de votes, c'est une réalité qui pèse de plus en plus lourd sur l'appareil du parti (pertes financières...)

Que, du point de vue interne, le PC connaisse des contestations par rapport aux orientations de son 25ème Congrès, c'est bien évidemment la révélation de certaines difficultés à "rassembler" la totalité de ses troupes derrière les mêmes objectifs, alors que traditionnellement, le PC, réputé pour ses capacités "d'unanimité", fait bloc.

Mais un aspect de la réalité qui lui, inquiète vraiment l'ensemble de la bourgeoisie depuis des années, c'est la perte d'influence croissante de toute la gauche, des syndicats -et donc du PC-, au sein de la classe ouvrière, et en conséquence, l'affaiblissement historique de sa capacité d'encadrement.

Dans l'immédiat après-guerre, le PC connaît son apogée. C'est l'époque où il frôle les 30% de voix et où il est le plus largement implanté dans les fortes concentrations ouvrières. Mais cette période est avant tout marquée par une classe ouvrière archi-défaite, idéologiquement et physiquement. Le PC a construit sa force sur une classe ouvrière soumise.

Le ressurgissement de la classe ouvrière sur l'arène historique en 68 bouscule PC et syndicats alors installés dans la négociation tranquille des miettes de la reconstruction.

Depuis cette date :

- le développement des combats ouvriers contre la dégradation permanente de ses conditions d'existence;
- la perte progressive d'illusions des ouvriers vis-à-vis des promesses de la gauche et des possibilités de sortir de la crise;

- l'expérience accumulée des multiples sabotages de luttes par les syndicats,
- et, pour finir, l'expérience du PS et du PC au pouvoir pendant 5 et 3 ans prouve encore davantage leur nature anti-ouvrière.

Tout cela a non seulement fait perdre à ces partis leur influence mais de plus a accru et aiguisé la méfiance croissante des ouvriers à l'égard de ces prétendus "défenseurs de la classe ouvrière".

C'est parce que la classe ouvrière s'affirme de plus en plus sur son terrain de lutte que la gauche,

notamment le PC, voit son emprise s'amenuiser.

DERRIERE CE BATTAGE UN MENSONGE DANGEREUX POUR LA CLASSE OUVRIERE

Si le concert est si bruyant autour de la "mort prochaine du PC", ce n'est que pour mieux masquer à la classe ouvrière la vivacité d'un de ses ennemis les plus dangereux. Ce n'est que pour mieux dissimuler la véritable force de celui-ci.

Et cette force, c'est lui-même qui la clame dès le 17 mars dans l'éditorial de "l'Humanité" : "L'influence d'un parti révolutionnaire ne se mesure pas seulement au nombre de voix au soir d'une élection ; elle est aussi faite de sa capacité de mobilisation..."

Sa sortie tumultueuse du gouvernement en été 84, les orientations décidées au cours du 25ème congrès sont autant de jalons confirmant sa décision d'investir résolument le terrain du mécontentement ouvrier.

Aujourd'hui qu'il est fermement installé dans l'opposition, il dispose d'une plus grande capacité à jouer le rôle qui lui est dévolu au sein de l'appareil bourgeois : saboter et dévoyer les luttes grâce en particulier à son officine syndicale, la CGT.

Afin de pouvoir remplir plus efficacement cette fonction, il radicalise son langage poussant jusqu'à se prétendre le "Parti révolutionnaire", "le seul parti ouvrier", celui avec lequel "toute la société doit compter".

C'est cet objectif qu'il défend au travers de son débat avec les "rénovateurs" ; c'est cette orientation derrière laquelle il resserre ses rangs, même si cela doit passer par l'élimination des faibles, des trainards qui ne se reconnaissent pas dans cette ligne.

C'est le même objectif qu'il poursuit quand il propose de "régénérer" les "cellules d'entreprises" pour "mieux rassembler les travailleurs".

Mais c'est surtout grâce à son principal outil en milieu ouvrier, la CGT, qu'il peut réellement aujourd'hui jouer son rôle. C'est essentiellement par elle qu'il pourra espérer continuer à développer le plus efficacement possible la stratégie qu'il a "innovée" depuis sa sortie du gouvernement : la division, la dispersion, l'isolement des luttes ouvrières.

Non la classe ouvrière ne doit pas se laisser envoier par le battage selon lequel le PC et la CGT vont à leur mort.

Plus que jamais les ouvriers ont face à eux des ennemis vivaces : "combatifs", "actifs", "déterminés" PC et CGT le seront mais certainement pas au service des ouvriers.

Plus que jamais les ouvriers devront se méfier de leurs discours et propositions d'actions radicales. Moins que jamais ils ne devront laisser devancer et organiser leurs luttes par ces prétendus "révolutionnaires".

M.O.

GAUCHISTES

(suite de la p.8)

ne suivent pas les syndicats, c'est qu'ils ne veulent pas lutter" car, bien, sûr, "seule la CGT lutte" même si "les dirigeants syndicaux agissent au mépris de la base", "anti-démocratiquement" dans des actions commandos comme sur les Champs Elysées, "sans les travailleurs et sans leur demander leur avis" (LO du 12-10-85). Pourtant à Renault Billancourt, "La CGT aura montré qu'elle n'était pas coupée des travailleurs... les travailleurs sentent bien que la CGT roule pour elle plus que pour eux, ce qui explique leur réserve, même s'ils souhaitent que la CGT l'emporte." (LO du 19-10-85)

Ils cherchent ainsi toujours à enfoncer, à enliser la classe ouvrière dans les manœuvres de la gauche dans l'opposition.

...CONTRE LA CLASSE OUVRIERE.

Quand ils parlent de "division ouvrière", c'est pour déplorer "la division, les disputes entre les syndicats" et masquer leur partage du travail conscient pour déboussoler les ouvriers ; quand ils parlent "d'unité ouvrière", c'est pour donner une perspective de "mobilisation générale"...derrière les syndicats ; "(la journée d'action du 24 octobre 85) devrait être l'occasion de renouer les liens unitaires de la base au sommet, entre travailleurs de toutes catégories, marchant ensemble au nom des mêmes objectifs revendicatifs." ("Rouge" du 3-10-85). En dehors de ce cadre, quand ils "reprochent" aux syndicats de ne pas avoir assuré l'extension de la grève à Renault ou dans les chantiers navals à partir des chantiers navals de La Ciotat, l'orientation qu'ils préconisent est la même que celle de la CGT : il s'agit d'étendre la lutte de Renault aux autres usines Renault ou celle de la Ciotat à l'ensemble des chantiers navals sur les revendications spécifiques des "Renault" ou de "La Navale", pour mieux les enfermer dans la corporation ou le secteur, pour mieux les isoler du reste de la classe ouvrière.

Sur le terrain des luttes, ils n'hésitent pas à se dresser face aux directions et souvent aux directives syndicales car ils entendent démontrer que si "les syndicats peuvent être des outils pour les travailleurs, les appareils syndicaux peuvent aussi

constituer des obstacles qu'il faut surmonter en se passant d'eux." ("Lutte de classe", organe théorique de LO de novembre 85). Certes, pour eux, "l'affaiblissement syndical n'est pas un bien en soi mais cela doit permettre à des militants syndicaux de se passer de leurs chefs bureaucrates". Ainsi, l'essentiel pourra être préservé de la remise en cause des ouvriers : le syndicalisme.

Si les syndicats ne défendent pas les ouvriers, c'est la faute à de "mauvais dirigeants". Leur souci, c'est de mieux ramener dans le giron syndical, de "défendre la CGT contre elle-même", de donner comme seule alternative à l'action syndicale le syndicalisme de base, d'empêcher les ouvriers de se poser la question de l'auto-organisation de la lutte en assemblées générales ouvertes, nommant des délégués élus et révocables, en leur disant : "il faut de nouveaux dirigeants issus des luttes, hors des coulisses des appareils bureaucratiques."

C'est pourquoi LO n'hésite pas, dans les luttes, à pousser à l'élection de comités de grèves hors des syndicats, composé de syndiqués et non-syndiqués "pour diriger la lutte".

Et quand il leur est donné l'occasion de "diriger" eux-mêmes ou de contrôler des luttes, les gauchistes effectuent le même travail de sabotage la même oeuvre de division d'isolement des ouvriers que la gauche et les syndicats. Ainsi, au sein de l'association de chômeurs de Pau "La Galère", des membres de la LCR ont pu interdire l'accès aux "assemblées générales" qu'ils convoquaient aux non-chômeurs et même aux chômeurs... qui n'étaient pas de Pau! Dans la manifestation de chômeurs appelée par le syndicat de Pagat dont ils critiquaient "les méthodes" dans les termes les plus vifs, mais où ils assuraient le service d'ordre, ils s'en prenaient à tous ceux qui réclamaient l'unité ouvrière entre chômeurs et non-chômeurs.

Demain, sous la pression des luttes ouvrières, les gauchistes seront amenés à prendre un visage toujours plus radical, notamment sur le terrain des luttes sous la forme du syndicalisme de base, il ne faudra pas que les ouvriers se laissent prendre à leurs pièges qui, toujours, les ramènent sur le terrain miné, bourgeois de la gauche et des syndicats.

Y.D.

CAMPAGNE ANTI-TERRORISTE**UNE CAMPAGNE D'INTOXICATION ET DE REPRESSION**

Suite à une série d'attentats sanglants commis dans les capitales européennes, dont Paris, s'est développée en France une campagne nous alertant sur "la menace que fait courir le terrorisme à la société", développant l'étendue des moyens mis en oeuvre pour lutter "contre ce fléau".

D'où vient donc le danger ?

Tous les Etats emploient la terreur

Vient-il du terrorisme de Libye, comme cela est fortement suggéré ? Il est possible que la Libye mène des actions terroristes dans le conflit qui l'oppose au bloc occidental qui, lui, utilise les bombardements. La question n'est donc pas ici, celle du danger spécifique du terrorisme, mais celle de la barbarie dans laquelle est plongé le monde. Tous les Etats, pour défendre leurs intérêts impérialistes, emploient la terreur, l'espionnage, le meurtre. Quand les Etats "démocratiques" se défendent de l'utilisation de procédés aussi barbares, ce n'est qu'hypocrisie et mensonge. Souvenons-nous que le très démocratique Etat français, avec de plus à sa tête un gouvernement de gauche, a été pris la main dans le sac de l'affaire Greenpeace. Observons le très démocratique Etat américain armant la guérilla en Afghanistan qui, pour les besoins de sa guerre, utilise les actions terroristes contre les troupes russes d'occupation. Et l'URSS est mal placée pour s'indigner des méthodes expéditives du bloc adverse au Moyen-Orient, puisqu'elle utilise les mêmes en Afghanistan.

Tous les Etats emploient la terreur et il n'est pas un groupe terroriste qui ne soit pas directement ou indirectement manipulé par un Etat ou un autre.

Dernière l'anti-terrorisme

Qu'est-ce qui justifie donc dans la vie du capitalisme, le développement d'une telle campagne, en même temps que des réunions au sommet entre les pays du bloc occidental sur le thème de la "lutte contre le terrorisme" ?

Il y a tout d'abord, le développement des tensions impérialistes dans la Méditerranée, avec la nécessité pour le bloc occidental de mettre au pas la Libye tout en se camouflant derrière les raisons humanitaires de la lutte contre le terrorisme.

Mais cela ne correspond pas qu'à cela ; il y a derrière ces campagnes, le besoin pour chaque bourgeoisie nationale, de faire face à son propre front social, en tentant de détourner l'attention de la classe ouvrière des attaques massives contre ses conditions de vie, décidées par les gouvernements.

C'est le cas en France où, après que de telles attaques aient été annoncées, intervenait l'attentat manqué contre l'un des patrons du CNPF, prétexte à un déchaînement de la campagne anti-terroriste, à un niveau supérieur.

Derrière le développement de telles campagnes, il y a la volonté de la bourgeoisie, face à l'opinion publique, d'amalgamer au terrorisme ce qui s'oppose à son ordre établi : la lutte de la classe ouvrière contre l'attaque de ses conditions de vie.

Nous ne savons pas s'il existe des groupes qui prônent le terrorisme dans la lutte contre l'ordre établi. Mais ce que nous savons, c'est que la crise produit dans un monde qui s'écroule, des phénomènes de décomposition, tels que le fanatisme, le chauvinisme, la xénophobie, l'usage de la drogue, que la bourgeoisie est intéressée à entretenir à son profit. Elle produit également le désespoir de couches sociales qui se déclassent comme la petite-bourgeoisie, dont les éléments peuvent être attirés et entraînés dans des actions sans avenir et de révolte contre ce monde. Ce que nous savons, c'est que l'Etat est intéressé à utiliser ces éléments qui vont justement par des actions terroristes, participer à l'amalgame entre lutte de classe et actions terroristes.

La lutte de la classe ouvrière

La lutte de la classe ouvrière n'est pas celle qui se déroule dans l'ombre, en plaçant des bombes. La classe ouvrière ne se défend pas de la répression musclée de la police de l'Etat par des attentats (1)

La lutte de la classe ouvrière est franche, ouverte, la plus massive possible, pour la défense de ses intérêts immédiats et pour la lutte contre cet ordre de misère et de barbarie. La classe ouvrière n'est pas une classe désespérée et les actions désespérées ne font pas partie de son combat pour un ordre sans violence, sans misère et sans barbarie.

Tout ce battage qu'on voit aujourd'hui se développer ne vise ici qu'à justifier toujours davantage la mise en place d'un arsenal répressif pour intimider la classe ouvrière et se préparer à l'utiliser contre elle.

M.

NOTE :

(1) voir dans la Revue Internationale n°14 "Terreur, terrorisme et violence de classe".

VERS L'UNIFICATION DES LUTTES

■ Pendant des mois, la bourgeoisie nous a rebattu les oreilles avec l'idée que la classe ouvrière ne voulait plus lutter, qu'elle s'est résignée à subir passivement les attaques capitalistes. Cette propagande mensongère prenait appui sur les difficultés des ouvriers à élargir leurs combats et qui se sont traduites par un certain éparpillement des luttes dans tous les pays. Malgré le black out des médias, les luttes qui explosent aujourd'hui dans toute l'Europe occidentale montrent non seulement que la classe ouvrière est loin d'avoir renoncé à résister aux attaques capitalistes de plus en plus brutales, mais surtout qu'elle est en train de dépasser les obstacles qui, pendant un an, avaient entravé sa capacité à riposter de façon unie et massive.

Face aux attaques massives, partout les ouvriers ripostent

Aucun pays d'Europe occidentale n'est aujourd'hui épargné par l'aggravation de la crise économique. Aucune bourgeoisie nationale ne peut plus hésiter ou louver devant la nécessité d'attaquer de façon draconienne l'ensemble de la classe ouvrière. Et c'est dans tous les pays, tous les secteurs que la combativité ouvrière explose contre les licenciements, le blocage ou la baisse des salaires, la réduction des allocations de chômage :

- **EN ESPAGNE** : dès le mois de février, face à l'aggravation du chômage et aux coupes salariales décidées par le gouvernement socialiste, des luttes ont éclaté de nouveau dans plusieurs secteurs : la santé, l'automobile, l'électronique à Barcelone et surtout dans le secteur du téléphone où 50 000 ouvriers ont repris le flambeau des luttes massives de 84 dans la navale et la sidérurgie ;

- **EN GRANDE-BRETAGNE** : la grève spectaculaire des 5500 ouvriers de l'imprimerie licenciés par le magnat de la presse, Murdoch, se poursuit à Londres (cf. RI 143) suscitant de nombreuses manifestations de solidarité dans les autres secteurs de la classe ouvrière. Depuis quelques semaines, la riposte ouvrière ne cesse de s'amplifier engageant toujours plus d'ouvriers de toutes catégories professionnelles, de toutes les régions (cf. article page 5).

- **EN BELGIQUE** : face au nouveau plan d'austérité du gouvernement Martens et qui constitue une attaque globale sans précédent contre toute la classe ouvrière (baisse des salaires, liquidation du dernier chantier naval, fermeture de 3 mines sur 5 au Limbourg, baisse des allocations de chômage...), la colère ouvrière éclate dans tout le pays : à Liège, grève spontanée à Tube Meuse, grève à la FN et dans les transports vicinaux ; à Charleroi, mouvements dans les postes et les chemins de fer ; dans les mines du Limbourg, grève spontanée de 19 000 mineurs contre les licenciements ;

- **AUX PAYS-BAS** : après plusieurs mois de calme social dû au désarroi causé par le déchaînement de la campagne électorale, les ouvriers sont en train de se remobiliser dans tous les secteurs contre l'intensification des attaques : grèves dans le port de Rotterdam, dans l'enseignement à La Haye, chez les pompiers et dans le port d'Amsterdam, dans les chemins de fer du Limbourg, dans la métallurgie, aux usines Philips... Au moment même où la combativité ouvrière explose de nouveau, les luttes de chômeurs font leur apparition pour la première fois, notamment à La Haye et surtout à Amsterdam où un comité de chômeurs a occupé un bâtiment municipal et appelé à une réunion publique le 2 avril ;

- **EN RFA** : avec la fin de la "mini reprise" économique la bourgeoisie se trouve aujourd'hui contrainte de développer une politique anti-ouvrière à l'image de celle de ses consœurs occidentales : baisse des salaires, licenciements, adoption de la "loi anti-grève". Après les grèves qui ont touché les ouvriers du secteur public le mois dernier, ce sont aujourd'hui les ouvriers de la marine marchande qui, pour la première fois depuis la 1ère vague révolutionnaire de 1917-23, ont déclenché le 19 avril, un mouvement contre la baisse des salaires paralysant 23 navires dans différents ports.

Même les pays scandinaves, considérés jusqu'alors comme des havres de paix sociale, ne sont plus épargnés par l'accélération de la crise. Après la Suède et le Danemark, ce sont aujourd'hui la Finlande et la Norvège qui sont à leur tour et simultanément ébranlées par le brusque réveil de la classe ouvrière (cf article p.5). Bien que ces pays soient relativement excentrés du cœur de l'Europe occidentale, les luttes massives qui surgissent aujourd'hui revêtent une signification très importante : parce qu'elles touchent un prolétariat traditionnellement peu combatif, ces mouvements constituent une des manifestations de la profondeur de cette reprise internationale des combats ouvriers.

Ainsi, du Nord au Sud de l'Europe occidentale, la classe ouvrière est en train d'apporter un démenti cinglant à toutes les campagnes bourgeoises qui prétendent que "les ouvriers ne veulent plus lutter".

La fin de la dispersion des luttes

Ce que montrent les luttes actuelles, ce n'est pas seulement le refus des ouvriers dans tous les pays de se soumettre à la logique de la crise capitaliste. Ce qu'elles expriment, c'est surtout une tendance au dépassement de l'éparpillement de leurs ripostes, con-

trairement à ce qu'on avait vu durant l'année 85 (cf. RI 141 et 142) où la combativité ouvrière était restée contenue dans le cadre de l'usine, du secteur, de la région. Aujourd'hui, la situation est toute autre : dans plusieurs pays, les premières tentatives pour briser l'isolement, rechercher la solidarité, développer un combat de plus en plus uni, commencent à surgir. Et ce qui caractérise cette tendance vers l'unification des luttes, c'est la capacité des ouvriers à sortir des usines pour exprimer leur colère au grand jour, en manifestant dans la rue leur volonté de se regrouper au-delà de toutes les divisions entretenues par la gauche et les syndicats.

On l'a vu déjà en Espagne où les grèves qui ont éclaté dans le secteur du téléphone aux quatre coins du pays ont fini par culminer en un large mouvement regroupant 50 000 ouvriers dans une manifestation massive à Madrid le 1/2/86. Bien que cette riposte ouverte de la classe ouvrière n'ait pu s'élargir à d'autres secteurs, elle exprimait déjà une volonté de regroupement en brisant le carcan de l'entreprise et de la région.

En Grande-Bretagne, c'est la même recherche de l'unité qui s'est exprimée encore plus clairement lors de la manifestation du 15/2 et qui a réuni près de 100 000 ouvriers de différents secteurs (mines, bâtiment, enseignement, sidérurgie, chômeurs...) venus apporter leur solidarité aux 5 500 ouvriers de l'imprimerie licenciés.

Après l'Espagne et la Grande-Bretagne, c'est maintenant la classe ouvrière en Belgique qui entre à son tour dans ce mouvement de fond de dépassement de la dispersion des luttes vers l'unification. Ainsi, le mois dernier, on a vu, à Liège, des chômeurs et des ouvriers de plusieurs autres secteurs se rendre aux piquets de grève pour manifester leur solidarité avec les ouvriers de la FN et de Tubemeuse en lutte. Depuis, cette tendance vers la recherche d'une plus grande unité s'est encore accentuée : lors de la manifestation timidement appelée par les syndicats dans les mines du Limbourg le 12/4, plusieurs groupes de chômeurs sont venus apporter leur solidarité aux 20 000 mineurs en lutte contre les licenciements.

Toutes ces premières tentatives de la classe ouvrière pour développer un front de plus en plus uni face aux attaques capitalistes ne sont pas un feu de paille. Elles marquent l'ouverture d'une nouvelle étape dans le développement en profondeur de cette 3ème vague de luttes.

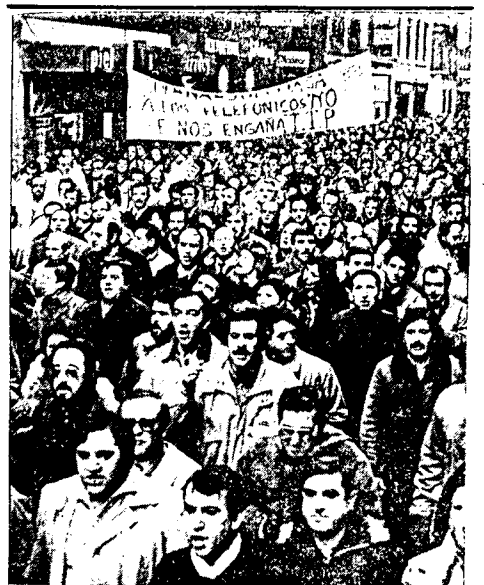
Si l'année 85 avait été marquée par un certain éparpillement des luttes, celui-ci était dû essentiellement au fait que la bourgeoisie -bénéficiant d'une relative marge de manœuvre sur le plan économique- avait affronté les ouvriers paquets par paquets, créant dans certains pays comme la France un certain désarroi au sein de la classe ouvrière, en morcelant ses attaques pour éviter tout surgissement de luttes massives comme celles de 83-84. Aujourd'hui, avec la plongée de l'économie mondiale dans une récession encore plus profonde que celle de 81-82, les bases objectives qui avaient permis à la bourgeoisie de mener une telle politique de dispersion des luttes sont en train de s'effondrer. Il ne lui reste désormais pas d'autre alternative que d'attaquer la classe ouvrière de façon globale, massive et simultanée dans tous les pays et tous les secteurs.

Ainsi, c'est l'usure de cette politique bourgeoise d'éparpillement des attaques capitalistes, leur caractère de plus en plus frontal contre TOUTE la classe ouvrière qui créent les conditions pour le surgissement d'une riposte de plus en plus unie. Le fait, notamment, que la bourgeoisie soit maintenant contrainte d'attaquer les conditions de vie des chômeurs et des ouvriers du secteur public révèle de façon évidente l'épuisement de cette politique de dispersion des luttes : parce que les fonctionnaires se trouvent face à un seul et même patron, l'Etat, de même que les ouvriers au chômage qui, par ailleurs, ne sont plus divisés en catégories professionnelles, les luttes à venir prendront un caractère de plus en plus massif ouvrant ainsi des perspectives vers l'unification.

La gauche et les syndicats contre l'unification des luttes

Les limites actuelles de cette politique de dispersion des luttes ne signifient nullement que la bourgeoisie a renoncé à tenter de diviser les ouvriers, d'empêcher l'unification de leurs combats. Mais alors que cette politique était essentiellement prise en charge par les gouvernements et les patronats -les syndicats se contentant de la compléter sur le terrain en empêchant la combativité ouvrière d'exploser hors de l'usine, du secteur, de la région-, aujourd'hui, avec l'aggravation de la crise, elle tend à se poser exclusivement sur les seules forces d'encadrement capitaliste, la gauche et les syndicats. Ainsi, leur travail de division de la riposte ouvrière va être beaucoup plus difficile que par le passé d'autant que se développe de plus en plus, au sein de la classe ouvrière, une méfiance croissante envers toutes les fractions de gauche et leurs appareils syndicaux... Voilà pourquoi leur travail de sabotage des luttes va se perfectionner autour de tout un éventail de manœuvres visant à entraver le mouvement vers l'unification des luttes. Ces manœuvres consistent en particulier :

- à se partager le travail entre syndicats "modéré" et "combatif", entre base "radicale" et sommet. Ce fut le cas en Espagne où, lors de la grève des ouvriers du téléphone, l'UGT "socialiste" a accepté de signer les accords sur la réduction des primes alors que la CNT et les CCOO, sous couvert d'un langage très radical, ont refusé afin de pouvoir être en mesure d'encadrer la poursuite de la lutte.



En Espagne, 50 000 ouvriers du téléphone convergent dans une manifestation à Madrid, alors que des grèves se développent dans plusieurs autres secteurs.

C'est le même partage des tâches qu'on retrouve en Belgique entre la FGVB et la CSC, en France entre la CGT et la CFDT, comme dans tous les pays d'Europe occidentale ;

- à multiplier les appels à des manifestations soigneusement séparées les unes des autres pour contrer toutes les tentatives des ouvriers d'utiliser la rue pour se rassembler et faire converger leurs luttes.. C'est ce qu'on a vu ces dernières semaines en Belgique où les syndicats ont pris les devants pour empêcher les ouvriers de développer une véritable solidarité active au sein de ces manifestations. Pour cela, ils les ont d'une part, organisées loin des concentrations industrielles en faisant le moins de publicité possible pour empêcher les ouvriers de s'y rendre massivement ; d'autre part, ils ont tenté d'enfermer leur combativité dans des manifestations spécifiques à telle ou telle catégorie d'ouvriers, à telle ou telle région : un jour les chômeurs, puis les mineurs, les sidérurgistes ou encore la "population limbourgeoise", la "région wallonne"...

Cependant, toutes ces manœuvres de division reposant essentiellement sur un partage des tâches au sein des syndicats ne sont pas nouvelles. Ce que font les syndicats aujourd'hui dans la rue, c'est ce qu'ils ont fait pendant des années dans les usines. De plus, ces manœuvres sont encore renforcées par la participation active des gauchistes, et notamment les syndicalistes de base, au sabotage des luttes. On va les voir se coller de plus en plus, comme des sangsues, à toutes les tentatives d'extension des luttes lorsque les manœuvres syndicales classiques ne suffiront plus à contenir la colère ouvrière. C'est ce qui s'est déjà passé dans les mines du Limbourg lorsque les ouvriers sont partis en lutte hors de toute consigne syndicale, le 16/4 : immédiatement, les syndicalistes de base et les gauchistes se sont empressés de former un comité de grève afin d'empêcher les mineurs d'étendre eux-mêmes leur propre lutte. On les a vus ensuite "s'opposer" aux syndicats lors de la manifestation "régionale" organisée par la FGVB en lançant un faux appel à l' "extension" et à l' "unité".

Le fait que la gauche et les syndicats doivent désormais assumer seuls la stratégie de dispersion des luttes face à une classe ouvrière qui possède une longue expérience de toutes leurs manœuvres ne peut qu'accélérer l'usure de tout le dispositif anti-ouvrier de la bourgeoisie. Et ce qui traduit aujourd'hui cette usure c'est la présence de plus en plus permanente des fractions d'extrême-gauche -et particulièrement le syndicalisme de base- au sein des luttes. Afin d'entraver le mouvement vers l'unification des luttes, la bourgeoisie va ainsi utiliser de plus en plus l'arme du syndicalisme de base pour ramener les ouvriers les plus combattifs dans le giron du syndicalisme, et ce faisant, elle va accélérer l'usure de sa dernière carte anti-ouvrière.

* * *

Aujourd'hui, la classe ouvrière mondiale, et tout particulièrement celle des pays d'Europe occidentale, aborde une nouvelle étape des combats qu'elle a engagés à la mi-83. Après une première période où elle a mené des luttes massives (Belgique en septembre 83, Pays-Bas en septembre, les mineurs en Grande-Bretagne durant l'année 84, Danemark en avril 85), après une deuxième période où elle s'est heurtée à la stratégie bourgeoise de dispersion des luttes dans la deuxième moitié de l'année 85, elle s'avance maintenant vers le dépassement de la dispersion, vers des luttes massives et de plus en plus unifiées. Le chemin est encore long qui conduit vers les affrontements généralisés contre le capitalisme. Mais si la route est longue, les combats d'aujourd'hui font la preuve que malgré les faux pas, les hésitations, de courts moments de démoralisation, une conscience encore confuse des buts du mouvement, la classe ouvrière la parcourt dans la bonne direction. Du fait que le prolétariat construise cet élément essentiel de sa lutte contre l'exploitation capitaliste -son unité de classe-, l'étape présente de son combat est donc d'une importance capitale.

C'est dans ce chemin vers l'unification de leurs luttes que les ouvriers prendront conscience de leur propre force en tant que classe capable de mettre fin à cette exploitation, à la misère et à la barbarie qui l'accompagnent.

GRANDE-BRETAGNE

LA RIPOSTE OUVRIERE SE DEVELOPPE



■ Depuis des mois la bourgeoisie a beau mobiliser l'ensemble de ses troupes (son gouvernement, sa police, ses partis, ses syndicats, ses médias) et développer ses manœuvres d'intimidation, de démoralisation, de division des luttes, rien n'y fait : la volonté des ouvriers de ne pas se laisser faire, de riposter aux mesures anti-ouvrières assénées quotidiennement par le gouvernement Thatcher, n'est en rien entamée et s'est même vue renforcée depuis le début du mois de mars.

- Contre les licenciements
 - . 2 500 métallurgistes de trois aciéries d'Ecosse poursuivent et durcissent leur grève ;
 - . les conducteurs et mécaniciens de la National Bus Company (autobus reliant des villes entre elles) ont arrêté le travail les 12 et 13 mars ;
 - . dans l'imprimerie, pendant que ceux de Londres et de Wapping poursuivent un mouvement qui dure depuis plus de trois mois, 450 ouvriers de Bristol sont partis en grève contre 96 suppressions d'emplois et à Glasgow 350 ont fait de même.
- Contre les baisses de salaires
 - . Les employés de la T.W.A. à l'aéroport d'Heathrow ont démarré une lutte le 7 mars contre la menace d'une réduction de 44% sur certaines parties de leurs revenus.
 - . 550 ouvriers d'Austin-Rover, qui avaient fait une première grève au début du mois de mars contre le licenciement d'un délégué syndical, ont repris la lutte une semaine plus tard, spontanément, pour exiger des augmentations de salaires.
- Contre la dégradation des conditions de travail et l'augmentation des cadences
 - . A Ford Halewood, 2 000 ouvriers ont repris la grève qu'ils avaient arrêtée deux semaines plus tôt

pour riposter à l'introduction de "nouvelles méthodes de travail" que les shop-stewards (délégués d'atelier) avaient acceptées en les qualifiant de "mauvaises mais inévitables" ;

. les employés des bureaux de chômage, dans tout le pays, ont cessé le travail contre l'augmentation des cadences, et il en a été de même pour ceux des bureaux de passeport à Londres.

- Contre la répression policière et les menaces d'emprisonnement

. Une grève d'une semaine s'est développée dans les mines du nord du pays. Ce sont ces mêmes mineurs que la bourgeoisie a si durement attaqués au lendemain de leur longue lutte en 1984 (24 puits fermés et 30 000 ouvriers licenciés) qui, aujourd'hui encore, ne baissent pas les bras ;

. dans deux chantiers de construction en plein cœur de Londres, plusieurs petites grèves ont éclaté contre la répression et l'arrestation de membres de piquets de grève.

Si la bourgeoisie impose un black-out quasi total sur l'ensemble de ces luttes, deux d'entre elles polarisent aujourd'hui l'attention de toute la classe ouvrière en Grande-Bretagne :

- Celle, bien sûr, des 5 500 ouvriers du groupe de presse de Rupert Murdoch, qui poursuivent leur mouvement contre les licenciements, malgré toutes les manœuvres de sabotage des syndicats (cf. article dans R.I. n° 143). Ces mêmes syndicats, qui ont réussi aujourd'hui à isoler les ouvriers de Wapping de ceux de Fleet Street, comme de ceux des autres secteurs en lutte, pour faire face à une combativité persistante, poussent les ouvriers dans une grève de longue durée présentée comme "la clé de la victoire". La classe ouvrière a déjà fait cette expé-

rience, il y a deux ans, avec la grève des mineurs et elle est tombée dans ce piège (qui lui était tendu à l'époque par le N.U.M. de Scargill) qui l'a menée à l'épuisement puis à la défaite.

- L'autre mouvement de lutte important concerne les chauffeurs de bus à Londres. Depuis plus d'un an ce secteur ouvrier connaît des grèves sporadiques fréquentes contre les menaces de licenciements et la dégradation des conditions de travail (comme à la R.A.T.P. et à la S.N.C.F., la direction a imposé "des bus à un homme").

Au début mars, une grève sauvage a impliqué 18 500 ouvriers après qu'un chauffeur a perdu un oeil au cours d'une agression. Pour épuiser toute cette combativité, les syndicats ont développé toute une stratégie d'immobilisation, temporisant dans un premier temps, faisant voter à plusieurs reprises la grève puis remettant en cause les votes successifs sous les prétextes les plus fallacieux et les plus malhonnêtes, tout cela pour aboutir au report de la grève, d'abord au 24 mars, puis à la mi-avril.

Même si la bourgeoisie parvient encore aujourd'hui à bloquer les poussées ouvrières vers une unification de leurs luttes, à contenir toutes ces grèves dans l'isolement, ce qui se développe en Grande-Bretagne -de même et encore plus qu'ailleurs-, c'est la possibilité de cette lutte plus large : la combativité qui s'exprime dans des secteurs de plus en plus nombreux, de plus en plus simultanément, ne peut que pousser toujours plus les ouvriers à s'unir contre la crise, contre les attaques qu'ils subissent tous.

J.E.

TRACT DU C.C.I.

(DIFFUSE EN BELGIQUE)

RETOIGNONS LA LUTTE QUE LES MINEURS ONT COMMENCEE !
JOIGNONS NOS REVENDICATIONS ET NOS ACTIONS AUX LEURS !
LUTTONS ENSEMBLE COMME UNE SEULE CLASSE CONTRE TOUS LES PLANS DE LA BOURGEOISIE !

■ Contre les plans de licenciements et de fermetures manigancées par la bourgeoisie, les travailleurs des mines du Limbourg sont partis spontanément en grève le 16 avril en dehors de toute consigne syndicale. Immédiatement, le gouvernement et les syndicats ont essayé d'arrêter la grève en prétendant que c'était "un malentendu", que "rien n'est vraiment décidé". A qui veut-on faire croire cela ? La vérité, c'est que la bourgeoisie est bien décidée à attaquer sauvagement, non seulement les mineurs, mais toute la classe ouvrière. La vérité, c'est qu'elle est en train d'organiser partout beaucoup de "malentendus" de ce style. Dans leurs "discussions secrètes", les ministres programment en ce moment-même des licenciements massifs à Boei-Famise, à Tubemeuse, à Cockerill. Ils planifient, dans le secteur public, des dizaines de milliers de suppressions d'emplois. En même temps ils mettent au point des attaques sans précédent contre les chômeurs : si nous les laissons faire, ce sont des dizaines de milliers d'entre eux qui, dans les mois qui viennent, seront exclus des allocations et réduits à la charité des C.P.A.S.

C'est pourquoi, en engageant immédiatement la lutte et en la poursuivant malgré tous les appels au calme, les mineurs montrent la voie à toute la classe ouvrière : aucune confiance dans les "négociations" et dans les discours syndicaux qui nous demandent toujours d'attendre ! Pour faire reculer la bourgeoisie, pour l'empêcher de planifier dans notre dos, secteur après secteur, ses plans de licenciements et d'austérité, la classe ouvrière n'a qu'une seule arme : la lutte.

Cela, les mineurs ne sont pas seuls à l'avoir compris. A la F.N. les travailleurs se sont battus un mois durant contre l'austérité sans fin qui s'accumule. Les travailleurs des chantiers navals de Boel ont eux aussi commencé à réagir. Des grèves spontanées ont éclaté à Tubemeuse, mais aussi dans les postes, les bus, les chemins de fer...

Mais maintenant, devant l'ampleur de l'attaque de la bourgeoisie, il n'y a plus de place pour des luttes éparpillées qui restent isolées les unes des autres. Enfermés dans l'usine, le secteur ou la région, nous sommes impuissants à faire reculer la bourgeoisie. C'est la leçon qu'il faut tirer de la grève de la FN. Malgré un mois de grève, le patronat et le gouvernement n'ont rien cédé, et demain à la FN aussi, on prépare des restructurations qui vont signifier des licenciements. On veut essayer de nous prouver avec cela que ça ne sert à rien de faire grève, que "la lutte ne paie pas". Pourtant oui, la lutte paie ! Mais à condition que nous ne laissons pas nos camarades seuls dans la lutte.

Les ouvriers de la FN ont lutté seuls, enfermés dans "leur" usine, et ils ont été défaits. C'est ce qui attend aussi les mineurs si leur lutte ne s'étend pas. Et c'est ce qui attend chacun de nous demain, qui sommes aujourd'hui menacés par les mêmes attaques, si nous ne répondons pas au signal que les mineurs ont lancé en entrant massivement en lutte !

POUR LA CLASSE OUVRIERE, LA SEULE VRAIE SOLIDARITE C'EST L'UNIFICATION DE TOUS SES COMBATS !

Est-ce qu'on peut réaliser l'unité de la classe

ouvrière en se contentant d'une pseudo-solidarité faite de pétitions, de motions de soutien, de "visites amicales" de délégués syndicaux aux piquets de grève et de collectes d'argent ? Est-ce que la solidarité ouvrière est une question de charité, de "sacrifices" pour "aider" ceux qui se battent, au moment où nous sommes tous directement attaqués frontalement par les mesures anti-ouvrières et où tous nous n'avons d'autre moyen pour résister que la lutte ? Non ! La solidarité ouvrière, c'est l'unité dans la lutte ! C'est se donner les moyens de lutter ensemble, contre tout licenciement, où qu'il soit, contre toute nouvelle attaque sur les salaires et les allocations, contre toute exclusion des droits aux subsides de chômage ! Et c'est le seul moyen d'être forts !

LE SEUL VERITABLE SOUTIEN A LA LUTTE ENGAGEE PAR LES MINEURS, C'EST L'ENTREE EN GREVE MASSIVE DES AUTRES SECTEURS !

LE SEUL MOYEN POUR LES MINEURS D'ETRE FORTS, C'EST D'UNIR LEUR COMBAT ET LEURS REVENDICATIONS A CEUX DES AUTRES TRAVAILLEURS !

LE SEUL MOYEN POUR LES TRAVAILLEURS DE BOEI, DE LA SIDERURGIE, DES SERVICES PUBLICS, POUR LES CHOMEURS DE SE DEFENDRE CONTRE LES PLANS DE LA BOURGEOISIE C'EST DE RETOINDRE LA LUTTE QUE LES MINEURS ONT COMMENCEE !

Comment réaliser l'unité dans la lutte ? Cette lutte unie n'est pas une utopie. La vraie utopie, ce serait de croire que seuls, chacun dans "son" usine, "son" secteur, "sa" région, on peut faire reculer la bourgeoisie.

Mais comment réaliser cette unité ?

- Envoyons des délégations massives pour unifier les conflits existants et pour entraîner les autres secteurs dans la lutte ;

- Utilisons toutes les occasions de manifestations où nous sommes rassemblés pour discuter tous ensemble, actifs et chômeurs, ouvriers des différents secteurs, des moyens de développer la lutte.

OUVRIERS, VOUS QUI ETES PRESENTS A NAMUR, NE VOUS LAISSEZ PAS ENDORMIR PAR LES DISCOURS SYNDICAUX. PROFITEZ D'ETRE ENSEMBLE ICI POUR MANIFESTER ET ORGANISER UNE REELLE SOLIDARITE AVEC LES SECTEURS EN LUTTE !

SOUTENONS LA PROPOSITION DE MARCHE SUR BRUXELLES QUI A ETE LANCEE PAR LES MINEURS EN LUTTE ET RETOIGNONS-LA MASSIVEMENT POUR EN FAIRE UNE REELLE MANIFESTATION DE TOUTE LA CLASSE !

Pour ce faire, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. Prenons nous-mêmes la lutte en mains. Imposons des assemblées générales dans les usines pour discuter et décider des moyens d'étendre et de renforcer la lutte, de faire le lien avec les autres secteurs en grève. Elisons des comités de grève réellement contrôlés par les assemblées. Ne déléguons pas notre combat aux syndicats qui éparpillent nos réactions et négocient la défaite.

19/04/86

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

LUTTES MASSIVES EN SCANDINAVIE

"FAIT INHABITUEL, TOUTE L'EUROPE DU NORD, A L'EXCEPTION DU DANEMARK, CONNAIT A L'HEURE ACTUELLE DES CONFLITS SOCIAUX DE GRANDE AMPLITUDE QUI PARALYSENT DES PAYS ENTIERS DE L'ECONOMIE."

("The Economist", 12-4-86)

■ Après les luttes massives du Danemark, qui avaient mobilisé il y a un an quelques 500 000 ouvriers, c'est maintenant toute l'Europe du Nord qui connaît des ripostes ouvrières aux mesures d'austérité imposées par la bourgeoisie.

En Norvège, où le chômage a doublé ces dernières semaines (il n'était que de 2,7% de la population active jusqu'alors), depuis le 8 avril 100 000 ouvriers des secteurs de la chimie, du textile, de la construction et de la restauration sont entrés en grève et cela représente la plus grande confrontation sociale dans ce pays depuis 55 ans. Une illustration particulièrement significative de la situation réside dans le mouvement d'action ouvrier qui a surgi sur les plateformes de forage de pétrole à la suite d'une grève des 3500 employés des services de restauration, et de la mise au chômage technique des ouvriers.

En Finlande, c'est plus de 250 000 ouvriers qui ont engagé une grève illimitée depuis la mi-mars touchant les transports maritimes, et paralysant le fonctionnement des services publics.

Ces deux derniers pays scandinaves rejoignent ainsi le Danemark et la Suède qui ont plongé avant eux dans la crise : au Danemark, de nombreuses grèves ont continué d'agiter le pays au mois de mars, en réponse aux nouvelles mesures de restrictions, et en Suède, depuis un an, les grèves se multiplient dans presque tous les secteurs, les ouvriers étant confrontés à des attaques brutales sur les salaires et à une augmentation du chômage qui suit un rythme accéléré.

On le voit, la fameuse "harmonie sociale" des pays nordiques s'achève dans un fracas de tonnerre, celui de la crise mondiale et des programmes d'austérité des gouvernements qu'ils soient de gauche ou de droite. Dans une Europe où partout la classe ouvrière se bat pied à pied contre les attaques de la bourgeoisie, les ouvriers des pays nordiques, par leur combativité et leur détermination, s'inscrivent pleinement dans la lutte générale que mène la classe ouvrière à l'échelle mondiale.

M.K.

SOUSCRIPTION PERMANENTE A LA PRESSE

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions.

Nous poursuivons l'appel lancé en mai pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Nos lecteurs qui le désirent, pour une souscription minimum de 80 f recevront 10 numéros de RI. La première souscription porte sur les n°6 et 7 de RI ancienne série et sur les numéros 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série.

POLEMIQUE AVEC LE F.O.R.

CHOMAGE ET LUTTE DE CLASSE

OU: INCOHERENCES ET INCONSEQUENCES

DE L'IDEALISME (2ème partie)

Le développement sans cesse croissant du chômage dans la plupart des pays, et tout particulièrement en Europe occidentale, au coeur même du capitalisme mondial, le surgissement croissant de luttes de résistance contre la misère grandissante dont il est synonyme pour toute la classe ouvrière de la part de fractions toujours plus larges de prolétaires actifs et chômeurs, contraignent de plus en plus aujourd'hui les révolutionnaires à répondre aux deux questions suivantes : "Quelle importance revêt pour le devenir social et politique du prolétariat, seule classe révolutionnaire de la société, le développement massif du chômage ?"

"Comment la classe ouvrière peut et doit, dans les mois et les années qui viennent, intensifier et amplifier ses luttes de résistance à la misère qui l'accompagne ?"

C'est à ces deux questions centrales que le Ferment Ouvrier Révolutionnaire, groupe incontestablement partie prenante du camp du prolétariat contre celui

de la bourgeoisie, cherche à répondre dans un article du numéro 30 de sa revue en français, "Alarme", intitulé "Chômage et lutte de classe".

Cependant, comme nous avons commencé à le voir dans la première partie de cet article (publiée dans RI 143), à la question "quelle importance le développement massif du chômage revêt pour le devenir social et politique du prolétariat", le FOR répond contre toute évidence, que le chômage n'a aucun effet favorable sur l'exacerbation des antagonismes de classe, pas plus que la crise économique mondiale, dont le FOR continue à nier aveuglément l'existence.

Et cela, parce que le FOR, bien que se réclamant du marxisme, en déforme les positions de base à la manière des idéalistes et soutient que la révolution est désormais possible indépendamment que le capitalisme soit ou non en crise ouverte, qu'il se retrouve contraint ou non d'attaquer massivement ou non les conditions de vie matérielles de la classe ouvrière.

Les explications du F.O.R. sur le chômage

■ Aussi, avec de tels "a priori", avec une telle démarche, quand le FOR, s'essaye à expliquer la réalité du chômage que subit toujours plus massivement et durement la classe ouvrière, il ne peut qu'échouer lamentablement.

Le FOR écrit : "Concrètement, à quoi assistons-nous aujourd'hui ? La restructuration industrielle, liée aux nécessités de l'accumulation du capital, se débarrasse de secteurs anciens, caduques parce que non rentables, ce qui provoque une augmentation de l'armée de réserve constituée par les chômeurs."

C'est-à-dire que le FOR, qui se refuse à prendre en compte le bon ou le mauvais fonctionnement du capitalisme, afin de ne pas céder, selon ses propres termes "à la contamination", se retrouve ici, bien malgré lui, à reprendre à son compte l'essentiel des explications économiques que la bourgeoisie met en avant pour masquer l'ampleur du chômage et de la crise, dissimuler la faillite historique de son système.

C'est le cas quand le FOR parle du chômage comme simple conséquence "de restructurations", de "l'élimination de secteurs anciens, non rentables", alors que la réalité montre, mois après mois, que c'est dans tous les secteurs de l'économie bourgeoise, anciens et modernes, traditionnels et de pointe, que se posent le problème de la rentabilité, celui des licenciements, des suppressions d'emploi. Alors que mois après mois, les "restructurations" se succèdent partout à un rythme toujours plus rapide. (cf. Rint 42)

C'est encore le cas, quand le FOR réduit le chômage à la seule conséquence de l'élimination de secteurs non rentables, alors que l'explosion actuelle du chômage des jeunes dans le cadre d'une progression constante du nombre des chômeurs démontre qu'à cette "source" de chômage se surajoute l'incapacité croissante du capital en crise de créer de nouveaux emplois.

C'est toujours le cas quand le FOR parle à propos de la masse constituée par les chômeurs, "d'armée de réserve" alors que la réalité démontre années après années, que ce ne sont pas les chômeurs qui se retrouvent en réserve d'être intégrés dans la production, mais les ouvriers au travail qui sont en réserve de se retrouver au chômage. Et cela, sans parler de la masse de milliards d'hommes que le capitalisme maintient dans la famine dans le "tiers-monde", faute de pouvoir les intégrer à sa production.

Ainsi, de façon particulièrement nette se confirme ici l'aveuglement du FOR sur la réalité, qui lui interdit de comprendre pourquoi la crise et le chômage sont devenus légitimement dans la classe ouvrière, une préoccupation centrale, pourquoi c'est sur la question du chômage que s'axent déjà et va continuer de s'axer dans les mois et les années à venir les luttes ouvrières, pourquoi ce n'est pas "tomber dans l'économisme ou le misérabilisme" que de l'affirmer, mais au contraire être fidèle au marxisme qui est capable de déceler dans la misère ce qu'elle a de subversif.

Le F.O.R. face aux luttes ouvrières contre les effets du chômage

Mais l'article du FOR ne se borne pas à donner son point de vue sur le chômage et la crise économique en soi. Il ne le fait que pour fonder sa prise de position qui se veut militante, par rapport aux luttes que la classe ouvrière internationale a commencées à engager, indépendamment des mises en garde du FOR, en riposte au développement de l'austérité et du chômage massif. Il ne le fait que pour tenter de leur tracer une perspective. Qu'est-ce que le FOR a à dire à ses lecteurs et plus généralement aux ouvriers sur ces luttes ?

D'abord, bien que timidement, qu'elles ont existé, qu'elles existent encore. Ensuite que ces luttes contre les licenciements, contre la condition de chômeur

comme les luttes sur les salaires, sur les conditions de travail, sont nécessaires. Le FOR rappelle à bon escient que "pour le prolétariat dans son ensemble, la lutte quotidienne est l'école du communisme".

Le FOR va même jusqu'à laisser entendre que la lutte des chômeurs est possible. Il écrit : "Si les chômeurs constituent des comités, ils ne doivent pas le faire en tant que chômeurs, mais en tant que prolétaires, admettant des camarades qui travaillent."

Il va même jusqu'à donner un certain nombre d'orientations toute à fait valables : "Ils doivent de par leur possible mobilité, imposer la solidarité de classe à ceux qui se trouvent dans le bagne de la production, car c'est de l'attitude classiste de ces derniers que dépend la constitution d'une force sociale capable de s'imposer."

Et dans l'ensemble, le FOR dénonce correctement le rôle contre révolutionnaire des syndicats vis-à-vis des luttes ouvrières. Il défend correctement le principe de la nécessité de la solidarité ouvriers actifs, chômeurs dans la lutte.

Mais en même temps que le FOR énonce cela, ce qui pourrait laisser supposer qu'il s'engage résolument dans le soutien et l'encouragement du développement de ces luttes en riposte au développement du chômage massif, il affirme cette fois avec force et conviction, que toutes ces luttes passées et présentes sont inutiles, néfastes, irrémédiablement frappées du sceau de la contre-révolution, et des moments de la victoire de cette dernière.

Ainsi, le FOR n'hésite pas à écrire : "Même si le nombre de licenciés est réduit par les luttes dans un secteur, c'est à une défaite ouvrière que nous assistons...", ou encore : "Au moment des licenciements, peut se déclencher ainsi le grondement d'un prolétariat soumis d'avance aux exigences mêmes du capital, de son économie, de ses entreprises, de sa nation." (souligné par nous)

Et le FOR précise : "Et cela aussi longtemps qu'il n'y a pas eu de réponse collective et solidaire de la part du prolétariat contre l'attaque que perpétue ce système meurtrier."

C'est-à-dire que le FOR d'un côté affirme timidement à ses lecteurs et plus généralement aux ouvriers, qu'ils doivent et peuvent lutter, élargir, unir leurs luttes de résistance et que d'un autre côté, il leur clairotte qu'il ne sert à rien de chercher à le faire, car ils sont par avance condamnés à rester soumis au capital.

C'est-à-dire aussi que le FOR veut bien d'un côté suggérer aux chômeurs d'aller "imposer" la solidarité de classe aux ouvriers encore au travail, tandis que, de l'autre, il les dissuade de chercher à le faire en affirmant que de toute façon, ces derniers sont incapables de développer de vraies luttes de résistance face aux licenciements qui les touchent directement.

C'est-à-dire enfin, que le FOR veut bien reconnaître en principe que les luttes de résistance ouvrières aux empiètements du capital restent l'école du communisme, mais pour autant que ces dernières d'emblée se généralisent, renversent d'un coup tous les obstacles que dressent la bourgeoisie et ses syndicats sur leur route, pour autant, comme le dit le FOR dans une formule aussi ronflante que creuse, qu'elles soient revendicatives pour ne plus avoir à l'être. Bref, qu'elles soient presque la révolution.

Que ces incohérences, ces contradictions échappent au FOR, voilà qui ne fait aucun doute, comme ne fait aucun doute que c'est à son corps défendant et en poursuivant des buts totalement opposés à ceux de la bourgeoisie qu'il se retrouve à nouveau dans le sillage de cette dernière pour cette fois, dénigrer les luttes ouvrières en riposte au développement du chômage.

Mais de telles contradictions, et surtout de telles inconséquences de la part d'un groupe du camp prolétarien, ne sont pas fortuites. Elles sont le pendant logique des déformations de type idéaliste que le FOR

fait du marxisme comme nous l'avons montré dans la première partie de cet article, et comme le démontre son aveuglement sur la réalité.

En effet, quand on commence, comme le FOR le fait, à soutenir contre tous les enseignements du marxisme et ceux des tentatives révolutionnaires du prolétariat dans le passé, que la détérioration massive des conditions concrètes de vie de la classe ouvrière n'est nullement un facteur nécessaire pour le développement de la lutte, de l'unité et de la conscience révolutionnaire dans la classe ouvrière ; quand on soutient qu'au contraire, une telle dégradation ne peut qu'aggraver les difficultés de la classe ouvrière à les développer, et qu'on soutient malgré cela que, désormais, la révolution est possible à tout moment, on se retrouve inévitablement à sous-estimer à afficher un dédain transcendantal vis-à-vis des luttes et des moments où par excellence la classe ouvrière peut forger son unité et sa conscience de classe : les luttes immédiates, les luttes revendicatives, les luttes de résistance aux empiètements du capital.

On en arrive inévitablement à juger ces luttes, leur dynamique, leurs potentialités, non pas en fonction du changement d'attitude effectif, qu'elles traduisent de la part des ouvriers par rapport à une période antérieure (voir Rint n°15 sur le cours historique), non pas en lien avec l'exacerbation renouvelée des contradictions dans la production qui les ont fait surgir et poussent à leur développement, mais en fonction de l'écart existant entre le niveau d'activité, d'unité et de conscience que manifeste chaque lutte, prise en elle-même, et le modèle idéal que l'on a construit dans sa tête ; modèle qui permettrait à coup sûr de marcher à grand pas à la révolution.

On se retrouve bon gré mal gré à affirmer une chose et son contraire. On se retrouve, comme se retrouve le FOR, dans son article, à affirmer d'un côté sa fidélité au marxisme pour lequel : "Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital ; elle se priverait elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure" en même temps qu'on glisse vers les positions de l'idéalisme anarchisant à la Proudhon recommandant qu'on privilégie d'abandonner les luttes revendicatives car se situant dans le cadre du capital.

On se flatte d'être au-dessus des turpitudes économicistes, mais en fait, on se défie des luttes économiques, de tout ce qui les pousse en avant, la crise, le chômage.

On péroré à tout va et en toute circonstance, et d'autant plus sur l'abolition du salariat que l'on se défie des luttes réelles qui "se bornent" à résister aux effets concrets du maintien du salariat.

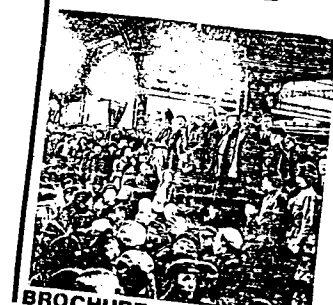
On affirme d'autant plus haut et d'autant plus fort les potentialités révolutionnaires du prolétariat, qu'on se retrouve incapable d'apprécier les pas en avant qui concrétisent aujourd'hui ce potentiel.

Ainsi, au moment même où, face à une nouvelle aggravation de la crise mondiale, face à une nouvelle explosion du chômage, en Europe en particulier, la classe ouvrière tend à intensifier, amplifier ses luttes (cf. article sur la lutte de classe internationale), se confronte et s'affronte aux obstacles que dresse la bourgeoisie et ses syndicats sur la voie de l'unité de classe, on se retrouve comme le FOR, à compter les points du haut de son balcon, à souffler le froid, au lieu d'intervenir activement dans ces luttes, d'appuyer leurs potentialités, faire des propositions concrètes de marche en avant pour favoriser leur unification. On passe soi-même de plus en plus à côté de l'histoire. Mais surtout, on prive la classe d'un atout décisif dans son mouvement vers la révolution ; une défense claire vivante, active des positions révolutionnaires, dans ses luttes immédiates, tâche pour laquelle le prolétariat a fait surgir le FOR comme tout autre groupe révolutionnaire.

LL

Lisez notre brochure :

Courant Communiste International
**ORGANISATIONS
COMMUNISTES
ET CONSCIENCE
DE CLASSE**



BROCHURE N°3 AOUT 79 4 Ff 35 Fb

CONFLITS INTER-IMPERIALISTES

BOMBARDEMENT U.S. EN LIBYE

■ Le bombardement américain sur Tripoli n'est pas le "coup d'envoi pour la troisième guerre mondiale" comme le claironnait Kadhafi au lendemain du raid. Il n'est pas cependant non plus cette "offensive contre le terrorisme international" qu'on veut nous présenter comme la nouvelle croisade des Etats occidentaux. Il est un moment d'une guerre plus large, la guerre sans merci que se livrent les puissances impérialistes grandes et petites, écrasant impitoyablement des millions de vies humaines dans leurs affrontements permanents, massacres dont l'ampleur est sans commune mesure avec les meurtres terroristes. La généralisation de cette guerre est impossible tant que le prolétariat des métropoles n'est pas soumis, embrigadé à accepter des sacrifices pour une cause qui n'est pas la sienne. Mais dans le même temps où, poussée par une crise fatale, la bourgeoisie se confronte de plus en plus au prolétariat, cette même crise accentue toujours plus la tension vers la guerre entre les blocs de l'Est et de l'Ouest.

LA REALITE DE LA GUERRE

C'est la première fois depuis la guerre du Vietnam que les USA interviennent aussi massivement aussi loin de leurs frontières. Si les USA se sont décidés à une action d'une telle envergure, ce n'est certainement pas contre le seul colonel Kadhafi, "suppôt du terrorisme", d'autant plus que le "tyran" était déjà en mauvaise posture avec l'effondrement des cours du pétrole, sa seule richesse, et les pressions économiques, diplomatiques et militaires que multiplie l'Occident qui prépare la relève de ce trublion. Le bombardement était en fait dirigé contre tous les pays qui marchandent trop leur soumission aux diktats américains en Méditerranée, dans une zone stratégique fondamentale sur laquelle les Etats occidentaux entendent exercer une mainmise totale, une zone qui va jusqu'à l'Iran, particulièrement visé par l'avertissement clair de Reagan qui, à une question d'un journaliste sur l'éventualité d'un bombardement de Damas ou de Téhéran, "dans le cadre de l'anti-terrorisme" répond : "Oui, si nous avons suffisamment de preuves".

Il s'agit là de l'accentuation de l'offensive du bloc US dans son ensemble. Ainsi, cette action coup de poing a été préparée de longue date, de façon planifiée et concertée au sein du bloc occidental, même si de prétendues "divergences" sont apparues entre l'Europe et les USA, la France "refusant" le survol de son territoire aux avions US. Il s'agit en fait d'un partage du travail entre la "poigne militaire" US et la "diplomatie" européenne qu'utilisent les occidentaux pour resserrer le filet autour de Kadhafi et plus généralement des pays récalcitrants, et révèle à contrario la parfaite collusion militaire du bloc US.

En faisant savoir avec ce "coup d'éclat" que les USA n'hésiteront pas à employer la poigne de leur écrasante supériorité militaire, le bloc américain fait la démonstration de l'affaiblissement du bloc russe, qui a déjà perdu toutes ses positions sûres en Méditerranée et voit chaque jour ses possibilités d'intervention au Moyen-Orient se réduire : l'armement vendu par les russes à la Libye n'a pas tenu le choc face à l'armada américaine, et cela ne peut que restreindre les ventes d'armes russes : un

coup de plus porté contre le bloc russe, après l'effondrement des prix du pétrole. L'URSS n'était pas en position de répondre militairement directement même si, en déclarant que cette intervention constituait une "sérieuse dégradation de la situation mondiale", Gorbatchev savait ce qu'il disait : l'URSS est poussée à bout. Il sait aussi inacceptables ses "conditions de négociations" -comme le retrait conjoint des Russes et des Américains de la Méditerranée, alors que les USA ont justement quasiment atteint leur objectif de domination totale de la zone. Ni l'URSS ni les USA ne désarmeront.

Cette paralysie de l'URSS, que confirme et conforte l'agressivité militaire de l'Occident, n'est pas porteuse d'équilibre, ni de paix. Le bloc occidental va continuer son avancée sur le terrain, l'URSS continuera à reculer... jusqu'à un certain point. C'est un jeu dangereux que jouent les grandes puissances, même si elles ne peuvent se lancer dans un conflit généralisé aujourd'hui, du fait de la résistance du prolétariat occidental.

UNE CAMPAGNE IDEOLOGIQUE CONTRE LE PROLETARIAT

L'alibi à l'intervention militaire, c'est le "terrorisme", le "fanatisme aveugle" qu'il faut écraser parce qu'il menace le "monde civilisé". Le raid américain a eu lieu en apothéose de toute une polarisation sur les victimes des attentats terroristes, de toute une campagne "anti-terroriste" préparée de longue date et désignant Kadhafi comme "l'incarnation" du terrorisme. Cette campagne intensive depuis des mois a ainsi permis à la bourgeoisie US de faire accepter l'intervention directe de son armée à la population américaine, cherchant depuis l'invasion de la Grenade en 83 à l'habituer à ce genre d'intervention, alors qu'à l'époque du Viet-Nam la population rejetait toute politique d'interven-

tion militaire américaine directe.

Mais cette même intervention militaire en Libye sert aussi de prétexte au développement d'une campagne idéologique plus large encore, orchestrée par l'ensemble de la bourgeoisie occidentale et dans laquelle les tâches sont soigneusement réparties.

Ainsi les "divergences" au sein de la bourgeoisie en Europe sont utilisées dans un partage du travail entre les "durs" et les "pacifistes", les "agresseurs" et les "libéraux", la droite et la gauche : d'un côté la droite -et son langage de vérité- ne cache pas ses objectifs : derrière la lutte "anti-terroriste", c'est la collaboration de toutes les polices du bloc qu'elle réclame contre tout ce qui est cause de "désordre" : c'est-à-dire aussi les désordres sociaux provoqués par la lutte de classe et les organisations politiques du prolétariat présentées comme "terroristes" ; de l'autre la gauche et ses mensonges, dévoyant les questions posées par la crise et la lutte de classe, sur le terrain de la dénonciation de "l'impérialisme américain", du pacifisme, du danger de "l'escalade terroriste", c'est à dire le terrain de la passivité et du déboussolement dévoyant de toutes ses forces la première question qui se pose à l'heure actuelle : le développement de la troisième vague de lutte de classe.

Il appartient au prolétariat, et à lui seul, de pouvoir barrer la route à l'escalade vers la guerre mondiale, et c'est d'ores et déjà dans les luttes qu'il mène actuellement qu'il s'y oppose. Aussi cette campagne intensive correspond en fait à une offensive bourgeoise idéologique, organisée et orchestrée d'intimidation du prolétariat par l'affirmation de la terreur de l'Etat, visant à déboussooler le prolétariat de sa prise de conscience des enjeux de la période actuelle, en noyant et dévoyant le développement des luttes présentes.

Aussi ce n'est qu'en développant ses luttes, qu'en accentuant son combat que le prolétariat pourra faire taire les bruits de bottes militaires ainsi que les hypocrites trompettes pacifistes ou anti-terroristes qui cherchent à l'assourdir. C'est dès à présent qu'il doit riposter sur son terrain, celui de la lutte de classe, à l'attaque idéologique dont il est l'objet au niveau international ; c'est dès à présent qu'il a entre les mains l'avenir même de l'humanité.

H.P.

REUNIONS PUBLIQUES thème:

SITUATION INTERNATIONALE :

Belgique, GB, Pays du Nord...

LA CLASSE OUVRIERE RIPOSTE AUX ATTAQUES DE LA BOURGEOISIE.

BORDEAUX :

Réunion publique le 17 mai à 17h, au café Victor Hugo 52 rue Victor Hugo.

LILLE :

Réunion publique le 31 mai à 14h30, au 23 rue Gosselet.

Diffusion les 1er et 3ème dimanches du mois, au marché de Wazemmes, de 10h à 11h30.

LYON :

Réunion publique le 6 juin à 21h, à MAJO, impasse Métal, Villeurbanne, métro République.

Permanence le 10 à 18h, même adresse.

Vente de la presse au marché de Vaulx en Velin le 25 mai à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 30 mai à 2h, 205 rue Ste Cécile. Permanence le 21 mai de 18h à 19h, à "l'Artistic Bar", 4 Cours Joseph Thierry, 13001 Marseille.

NANTES :

Réunion publique le 24 mai à 17h, au foyer du travailleur, Boulevard Vincent Gâche (Beaulieu).

Permanence le 30 mai à 20h30 au café de l'Hotel de Ville (mairie de Chantenay).

Diffusion au marché de la petite Hollande le 2ème samedi du mois à 10h30.

PARIS :

Réunion publique le 24 mai à 17h, au 27, avenue de Choisy, 13ème, métro :Porte de Choisy.

Permanences tous les samedis sauf celui de la réunion publique, de 17h à 19h, même adresse.

ROUEN :

Réunion publique le 31 mai à 16h30, la Halle aux Toiles.

ST ETIENNE :

Réunion publique le mardi 6 mai à 20h30 salle 7 à la "maison pour tous" Beaulieu 28 rue palle.

TOULOUSE :

Réunion publique le 30 mai à 21h, rendez-vous devant l'entrée Cafétéria du géant Casino, Pont des demoiselles. Permanences tous les vendredis, sauf celui de la réunion publique à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry.

Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11h à 12h30, au marché aux Légumes, place Jeanne d'Arc, et le deuxième dimanche du mois de 11h à 12h30, au marché aux puces, place St Sernin.

TOURS :

Permanence le 3 mai à 17h, à la "maison pour tous", rue La Dauzillière, arrêt Dauzillière, JOUE-LES-TOURS.

Le Courant Communiste International tiendra un stand à la fête de "Lutte Ouvrière" les 17,18 et 19 mai.

PUBLICATIONS

(écrire les adresses comme suit, sans nom de la publication):

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, BXL 1, 1000 BRUXELLES. BELGIQUE

INTERNATIONALISM

PO BOX 20193 London Terrace Station, NEW YORK, N.Y. 10011 USA

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE

RI, BP 581, 75027 Paris cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 RFA.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

(10F + 3F de frais d'envoi)

NATION OU CLASSE (idem)

PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (idem)

PLATEFORME ET MANIFESTE DU CCI (idem)

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (idem)

SUR LA POLOGNE, recueil d'articles (idem)

LA DECADENCE DU CAPITALISME

(10F + 6F de frais d'envoi)

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION

(20F + 6F de frais d'envoi)

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

(30F + 12F de frais d'envoi)

ABONNEMENTS

Abonnement simple (JOURNAL : 12 numéros)

FRANCE : 90F ETRANGER : 90F PAR AVION :150F

Abonnement simple (REVUE INTERNATIONALE: 4ns)

FRANCE : 65F ETRANGER : 65F PAR AVION : 80F

Abonnement couplé (JOURNAL + REVUE)

FRANCE : 150F ETRANGER :150F PAR AVION :150F

Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X Paris

DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu, 75020

Directeur de publication : D. Van Celst

Numéro de commission paritaire : 54267

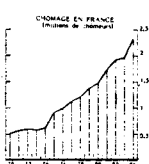
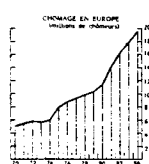
tirage moyen : 2000 ; vente moyenne : 500.

à lire :

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International

MANIFESTE SUR LE PROBLEME DU CHOMAGE



**CONTRE LE CHOMAGE
ET LA MISERE CAPITALISTES:
OUVRIERS AU TRAVAIL,
OUVRIERS AU CHOMAGE,
UN MEME COMBAT,
UNE SEULE CLASSE OUVRIERE**



LA GAUCHE ET LES SYNDICATS SABOTENT LES LUTTES, LES GAUCHISTES LEUR PRETENT MAIN-FORTE

■ Aujourd'hui, le développement dans la classe ouvrière d'une méfiance de plus en plus grande envers la gauche et les syndicats est une des caractéristiques essentielles de la situation, notamment en France où cette méfiance s'est renforcée de toute l'expérience de la politique d'austérité, anti-ouvrière, du PC et du PS au gouvernement.

Que traduit cette méfiance? Face aux besoins de la classe ouvrière de s'affirmer sur son terrain de classe et d'unifier ses luttes, elle se heurte toujours et partout aux mêmes obstacles : la gauche et ses syndicats.

Alors que la montée générale des luttes ouvrières s'affirme de plus en plus à l'échelle européenne (voir article page 4) le dévoilement, la prise de conscience de la nature bourgeoise de la gauche et des syndicats est la question cruciale qui se pose à toute la classe ouvrière et qui va se poser de plus en plus à elle.

Au sein des besoins vitaux d'extension et d'unification du combat de classe qui se font jour progressivement et tendent à s'affirmer au cours même de ses luttes, la classe ouvrière doit identifier les ennemis qui sans cesse font obstacle à l'expression de ces besoins vitaux. Elle est d'emblée confrontée à eux, à leurs manœuvres, dans ses luttes, et elle le sera de plus en plus largement à mesure que ces luttes se développent et se multiplient. Elle est contrainte de s'affronter à eux et elle ne peut faire l'économie de cet affrontement.

C'est précisément là que les groupes gauchistes -dont les trotskystes sont l'expression la plus élaborée et la plus représentative- jouent leur rôle. C'est pour faire face à cela que les gauchistes sont d'une utilité indispensable à la bourgeoisie : ils font tout pour brouiller les cartes, pour tenter de masquer aux yeux des prolétaires le rôle anti-ouvrier véritable de la gauche et des syndicats qui les sécrètent et dont ils ne se démarquent que pour chercher à éluder la perspective de confrontation de la classe ouvrière avec ses pires ennemis.

C'est ainsi que sous le vernis d'un langage très radical où ils ne cessent de critiquer la gauche et les syndicats, les gauchistes peuvent assumer leur fonction spécifique au sein de la bourgeoisie de rabatteurs vers la gauche et les syndicats, pour ramener la classe ouvrière vers les mêmes pièges, que gauche et syndicats lui tendent.

Non seulement les gauchistes se sont avérés hier, s'avèrent aujourd'hui apporter le soutien le plus ardent et indéfectible à la gauche et aux syndicats, non seulement ils ont été et sont, constamment et en toutes occasions, à leurs côtés pour saboter les luttes ouvrières, mais en face à et à mesure du développement des luttes ouvrières qui tendra à remettre en cause de plus en plus clairement le rôle de la gauche et des syndicats, ils prendront, notamment à travers le piège du syndicalisme de base, une part de plus en plus active à cette tâche.

Continuellement, les organisations trotskystes poussent la classe ouvrière à se précipiter dans les bras de ses ennemis les plus dangereux.

LES GAUCHISTES SONT LE PLUS FERVENT SOUTIEN DE LA GAUCHE...

Souvenons-nous comment, en 1981, ils ont poussé les ouvriers à voter pour la gauche, proclamant en chœur :

"Les ouvriers doivent se mobiliser, pas une voix ne doit manquer à la gauche!"

L'ex-OCI (devenue par la suite PCI) demandait dès le premier tour de voter Mitterrand *"pour la constitution d'un gouvernement ouvrier PC-PS"*, LCR et IO n'appelaient au ralliement qu'au second tour, l'un pour *"rallumer l'immense espoir né à gauche (et déçu par la rupture du programme commun)"*, *"pour exprimer la volonté populaire de chasser une droite qui règne sans partage depuis 35 ans sur le pays"*, l'autre *"pour mettre ainsi la gauche au pied du mur"*.

Il ne s'agissait pas de faire confiance à la gauche aveuglément, *"de lui signer un chèque en blanc"* (IO) mais avant tout, *"l'ennemi de classe, c'est la droite et le patronat et il faut leur barrer la route"* (LCR).

Le verbiage critique justifie le soutien répété à la gauche à chaque consultation électorale, de municipales en cantonales, de législatives en présidentielles.

... AU POUVOIR...

Devant "l'austérité de gauche", les mesures anti-ouvrières décidées et appliquées conjointement par le PC et le PS, les gauchistes durcissent leurs critiques pour poursuivre leur soutien en développant et amplifiant les mêmes thèmes mystificateurs que la gauche, sur le même terrain. Ils reprochent à la gauche "sa mollesse", "sa faiblesse", voire sa "veulerie" envers la droite et le patronat. Leurs critiques s'organisent autour de la "politique de compromis", de "concessions", de "collaboration de classe" qui va jusqu'à une "véritable trahison" de la classe ouvrière parce que la gauche "abandonne son programme", "renie ses engagements", "ne tient pas ses promesses". Il faudrait que la classe ouvrière "pousse la gauche à adopter une véritable politique de gauche", car "un autre choix est possible", "l'engrenage n'était pas fatal", "une autre logique eut été possible et souhaitable" ("Rouge", organe de la LCR, le 26-9-85).

Laquelle? Celle d'une politique qui aille plus loin que ne le fait la gauche qui "s'est applanie devant l'appareil d'Etat", contre "les vrais responsables" des attaques anti-ouvrières : la droite et le patronat. Les solutions étaient à portée de main: il aurait fallu une gauche "qui évince les larbins de la droite" car *"on ne saurait gouverner pour les travailleurs sans démanteler la 5ème République, abroger sa constitution anti-démocratique et chasser ses hommes."* ("Rouge", du 9-10-85). Une gauche qui aurait voulu vraiment *"mobiliser contre le racisme, contre Le Pen et la droite"* ("Rouge" du 18-9-85).

Leur propagande, leurs boniments sont tous du même tonneau que ceux de la gauche. Il s'agit d'empêcher les ouvriers de voir que la crise du capitalisme est le produit, mortel pour l'humanité, d'un rétrécissement du marché mondial, faute de débouchés pour les marchandises, qui condamne la classe ouvrière à toujours plus de misère, de chômage, d'exploitation, ne laissant pas d'autre alternative que guerre ou révolution, pour orienter les ouvriers sur de fausses "solutions", dans des impasses. *"Il faudrait placer les usines sous le contrôle des travailleurs et exproprier les capitalistes, sans indemnisation ni rachat"* car *"la crise, c'est la faute aux grands patrons, aux industriels, aux trusts, aux banquiers, aux hauts fonctionnaires qui profitent grassement de l'Etat."* (IO du 4-4-85). Ceux-ci ne songent qu'à spéculer et *"à s'en mettre plein les poches sur le dos des travailleurs"*. Alors *"sus aux profits du patronat"*, *"il faut faire payer les riches"* (IO, idem).

Avec la même logique impeccable, les gauchistes, filent le train à toutes les campagnes pacifistes de la gauche européenne et, pour leur donner plus de force et de crédit, il ajoutent :

"En renonçant à ses engagements d'avant 81", qu'il *"suffisait d'appliquer"* *"le gouvernement utilise une mauvaise stratégie"*, car sur ce terrain aussi, *"une autre solution était envisageable."* *"Il se serait opposé à la logique des institutions militaires bourgeoises, attaqué à la force de frappe, des traités commerciaux auraient été négociés portant non sur l'armement mais sur des produits d'investissements, cela aurait amené des créations d'emplois et initié un processus de désarmement général."* ("Rouge" du 26-9-86).

En fait, il s'agit de persuader les ouvriers que la gauche est bel et bien capable d'apporter des "solutions" à la crise et à la guerre, mais surtout de la laver de toute responsabilité réelle dans la politique anti-ouvrière qu'elle a menée pendant 5 ans en désignant d'autres cibles à la colère ouvrière : *"La gauche n'a jamais vraiment eu le pouvoir car la droite s'est servie de moyens extra-parlementaires pour imposer ses vues à la gauche en place."* (éditorial de IO du 16-3-85). L'entreprise des gauchistes est vouée, corps et âme, à toutes les tentatives de recréation de cette gauche qui "en se laissant lier les mains par la droite et en lais-

sant le patronat libre de faire du profit", s'est desservie elle-même. Il ne faut pas la laisser tomber, mais au contraire lui donner les moyens de se renforcer, par exemple faire pression sur elle *"pour donner le droit de vote aux immigrés ce qui serait une façon de mettre fin à la sous-représentation des travailleurs et renforcerait le poids électoral de la gauche."* (L.O. du 27-4-85)

...COMME DANS L'OPPOSITION...

Le retour de la gauche et des syndicats dans l'opposition, "dans les luttes" -et en premier lieu du PC et de la CGT, et leur "nouveau langage" sont salués comme un "pas positif" : *"Le PC après avoir été pendant trois ans un parti de gouvernement, veut aujourd'hui s'affirmer comme le parti des travailleurs. Tant mieux. Tant mieux si ses militants cherchent à impulser les luttes des travailleurs."* (IO du 21-9-85). Mais puisque les "travailleurs restent méfiants", la stratégie de gauche dans l'opposition dans laquelle les gauchistes s'impliquent totalement "ne suffit pas", il faut "aller plus loin": *"Mais peut-on avoir confiance au PC? Qu'est ce qui garantit que le PC ne recommencera pas la même politique dans l'avenir?"* L'essentiel, c'est de défigurer complètement, de dérober à la conscience des ouvriers que ce qui est recherché dans cette stratégie d'opposition, c'est d'enrayer la montée de leur colère et de faire dérailler leurs luttes, en mettant en avant que *"si la direction du PC se veut celle d'un parti de luttes, c'est pour tenter d'enrayer sa chute électorale et de ses forces militantes"* (IO du 14-9-85). Le souci des gauchistes est de remédier à cette méfiance : il faut que les militants de base "par leur exemple redonnent confiance aux travailleurs"... dans le PC :

"Les responsables du parti ont bien du mal à redonner le moral à leur parti. Nous ne nous en réjouissons pas car leur énergie et leur combativité manquent à toute la classe ouvrière." (L.O. du 20-4-85) mais rien n'est perdu car : *"Le PC cherche à se montrer comme le parti des luttes, le parti des militants courageux, gonflés, qui, même dans l'adversité, sont toujours là. C'est d'ailleurs en partie vrai."* (IO du 28-9-85)... *"Parce que dans la base du PC et de la CGT subsistent de véritables révolutionnaires."* Toute la recette des gauchistes dans leur entreprise de racolage pour la gauche et encore plus pour les syndicats est concentrée là : l'exemple d'une "base combative" qui "oblige les directions bureaucratiques" à mener "une véritable politique de défense des intérêts ouvriers" et surtout soit susceptible d'entraîner l'adhésion, d'endormir et de donner la méfiance des ouvriers : *"L'enjeu de la période qui vient sera justement que tous ces efforts militants dans le PC (et de la CGT), efforts qui aspirent réellement au socialisme et au communisme, se fassent jour au sein de la classe ouvrière."* (IO du 14-9-85)

Dès lors, les trotskystes s'attachent non seulement à amplifier la propagande et les manœuvres de la CGT pour démobiliser les ouvriers sur le terrain syndical : *"La lutte que propose la CGT, oui, elle est nécessaire"* (éditorial de IO du 7-9-85), mais *"les travailleurs n'ont pas tellement confiance dans la façon dont la CGT mène la lutte...C'est dommage pour tout le monde."* (IO du 19-10-85)

C'est eux qui clament le plus haut que l'affaiblissement de la gauche et des syndicats, notamment traduite par la forte érosion électorale du PC et l'accentuation du phénomène de désyndicalisation, significatifs du développement de la défiance envers ces appareils d'encadrement, représente un affaiblissement de la classe ouvrière. C'est ainsi qu'ils se font les colporteurs les plus zélés de la campagne orchestrée par toute la bourgeoisie autour du thème "la classe ouvrière ne lutte pas", elle est "apathique", "résignée", "démoralisée". Comme la CGT, ils cherchent à exploiter la méfiance des ouvriers envers gauche et syndicats pour dire : *"si les ouvriers*

(suite p.3)

Revolution Internationale est l'organe en France du Courant Communiste International

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.